



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense

DOSSIER

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

THE SECURITY SECTOR
REFORM

Printemps/Spring 2012

MA
E

269

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Direction de la coopération de sécurité et de défense

37, quai d'Orsay – 75700 Paris 07 SP

Tél. : 01.43.97.94.24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée

Rédacteur en chef :

Lieutenant de vaisseau Stéphanie Payraudeau

Contributeurs :

Julia Sada

Brèves :

Commissaire Divisionnaire Pascal Augrain

Dossier :

Charles Girard

Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez

Commissaire Thierry Martin

Luc Briard

Charlotte Denise

ONU/DOMP : Jérôme Mellon

UE : Patrick Vanhees

OIF : Niagalé Bagayoko

UA : Propos recueillis auprès du Général Konaté
par le Colonel Pascal Otz

Lieutenant-colonel Hilaire Courau

Commandant Jean-François Puel

Louis Blin

Focus :

Colonel Bertrand de Reboul

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAEE, EMSOME, Ministère de la Défense, UN Photo (p.15, 20, 21), UN Photo-Martine Perret (couverture), UN Photo-L. Abassi (p.11, photo du bas), Photo UE-François Goemans (p.12), UN Photo-Olivier Chassot (p.16), UN Photo-Staton Winter (p.17), Crédit UE (p.18), Photo UE-The Council of the European Union (p.19), UN photo-Ky Chung (p.30), UN Photo-Hien Macline (p.31), AFP-Patrick Stollarz (p.38), MAEE-Frédéric de la Mure (p.39).

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911





Qu'y-a-t-il de commun entre la révolte en Libye, les évolutions observées en Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée, ou encore la situation future de l'Irak ou de l'Afghanistan ? Ces processus de transition démocratique ont chacun leur dynamique particulière, mais tous affrontent le même défi : comment garantir ensemble la sécurité, la liberté et la prospérité ?

Depuis une quinzaine d'années, le concept de « réforme du secteur de la sécurité » (RSS), qui incite à une approche coordonnée des réformes à conduire dans les différents secteurs de la sécurité (armées, police, gendarmerie, justice, contrôle parlementaire, média...), s'est affirmé comme une réponse à ce défi, et comme un élément essentiel des processus de paix et de stabilité au profit des pays en situation de conflit, de post-conflit ou de paix relative.

Les bouleversements géopolitiques de l'année écoulée, issus du « Printemps arabe » et des transitions engagés dans d'autres pays, ont ouvert de nouveaux champs d'intervention, théoriques et pratiques, pour la RSS. La France n'est pas restée à l'écart de ces évolutions, et nos actions se sont profondément adaptées à la nouvelle donne.

L'heure est venue de dresser un bilan. Les articles qui composent cette édition – mêlant les contributions d'experts et les témoignages de praticiens – rendent compte de l'extraordinaire vitalité du sujet. De l'organisation doctrinale déclinée par les principaux acteurs (ONU, OIF, Union africaine...) à la mise en pratique, de façon parfois originale, par la DCSD, aux côtés d'autres acteurs du MAEE, ces articles soulignent les potentialités mais aussi les limites de la RSS.

Telle est l'ambition de cette nouvelle édition de *Partenaires sécurité défense*, dont les analyses multiples aideront à mieux saisir les défis du temps présent.

Ce travail n'aurait pu se tenir sans l'active participation des institutions partenaires que sont l'ONU, l'Union européenne, l'OIF ou l'Union africaine. Chacune d'elles a bien voulu apporter sa contribution spécifique, c'était important pour une complète couverture et une bonne compréhension du sujet. Qu'elles en soient toutes ici remerciées.

Bonne lecture à tous !

Le général de corps d'armée **Bruno Clément-Bollée**,
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

What is in common between the revolt in Libya, developments in Côte d'Ivoire, Niger and Guinea, or the future situation of Iraq or Afghanistan? All these processes of democratic transition have their particular dynamics, but all face the same challenge: how to ensure safety, freedom and prosperity?

For fifteen years, the concept of «security sector reform» (SSR) has been encouraging a coordinated approach to reforms implementation in various security sectors (army, police, gendarmerie, justice, parliamentary control, media...). It has emerged as a response to this challenge, and as an essential element of peace and stability process for countries in conflict, post-conflict or relative peace.

The geopolitical upheavals of the past year, from the "Arab Spring" and the transitions initiated in other countries, have opened new theoretical and practical fields of intervention, for the SSR. France does not stay away from these developments, and our actions are deeply adapted to the new circumstances.

It's time to take stock of the situation. The articles in this edition - combining experts' contributions and testimonials from professionals - reflect this subject's extraordinary vitality. From the doctrinal organization adapted by the main actors (UN, OIF, AU...) to the implementation by the DCSD, alongside other actors of the Ministry of Foreign and European Affairs, these papers highlight the potential but also the limits of the SSR.

That is the ambition of this new edition of Partenaires sécurité défense, in which multiple analyses will help to better understand the challenges we face today.

This work would not have been possible without the active participation of partner institutions such as the United Nations, the European Union, the OIF or the African Union. Each of them agreed to contribute; it was important for a complete coverage and understanding of the subject. May all of them be thanked here.

SOMMAIRE

03 ÉDITO

05 BRÈVES

05 Visite en Océan Indien

Visit in Indian Ocean

06 La formation militaire professionnelle en Tunisie

Professional military training in Tunisia

07 Élargissement du projet Fonds de solidarité prioritaire AFORMA à la Côte d'Ivoire

Expansion of the Aforma FSP project to Côte d'Ivoire

08 DOSSIER

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

THE SECURITY SECTOR REFORM

09 Réforme du secteur de la sécurité (RSS), développement et gouvernance démocratique

SSR, development and democratic governance

15 Le soutien des Nations unies à la RSS : un exercice de vision politique

The United Nations support to SSR: a political visioning exercise

18 Approche européenne de la RSS

European approach to SSR

20 Francophonie : promouvoir une gouvernance démocratique des systèmes de sécurité

Francophonie: promoting democratic governance of security systems

23 RSS et Union africaine

SSR and African union

26 Les actions de la DCSD en matière de RSS

SSR actions of the DCSD

29 Vers une sortie de crise en République de Côte d'Ivoire

Towards an end of the crisis in RCI

34 Une ouverture en Guinée Conakry

Opening in Guinea

36 Le projet de FSP RSS en Afghanistan

SSR project in Afghanistan

40 FOCUS

40 Les coopérants militaires en soutien d'urgence à la population de Brazzaville

The military cooperants provide emergency support to Brazzaville people

42 LA DSCD ET VOUS

VISITE EN OCÉAN INDIEN

Le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD), le vice-amiral d'escadre Philippe Combes, sous-chef Relations Internationales (SCRI/EMA) ainsi que le général de brigade Jean-François Hogard, Commandant Supérieur (COMSUP) des Forces armées de la zone Sud de l'Océan indien (FAZSOI) ont effectué une visite d'évaluation à Madagascar, les 2 et 3 février 2012.

La délégation a pu s'entretenir avec des personnalités importantes du secteur de la sécurité malgache afin d'évaluer avec elles les projets en cours et de les réorienter en recherchant la meilleure synergie entre les actions conduites par la DCSD et par le ministère de la Défense. Bien qu'ayant été profondément affecté par la crise politique qui dure depuis plus de trois ans, l'outil de sécurité et de défense malgache doit continuer à être stabilisé par des actions concrètes et encadrées de coopération militaire et de sécurité intérieure.

Le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée et le général de brigade Jean-François Hogard, ont poursuivi leur visite d'évaluation aux Comores les 3 et 4 février 2012. Le but de cette visite conjointe était d'évaluer les orientations envisageables concernant la coopération de défense que la France a décidé de reprendre suite à la signature du nouvel accord de partenariat de défense. Cette visite a permis aussi au général Clément-Bollée d'évaluer notre coopération technique de sécurité intérieure et d'envisager ses perspectives.

Les principales attentes des autorités militaires concernent essentiellement la formation des cadres, avec un effort particulier au profit de la sécurité maritime pour lutter, entre autres, contre l'immigration illégale et la piraterie. À cette fin, des programmes de formation vont être mis en place. L'Union des Comores a également été invitée à désigner un expert national appelé à rejoindre la cellule antipiraterie de la Commission de l'Océan indien (COI), installée aux Seychelles, dans l'optique d'assumer sa responsabilité sur le plan international.



VISIT IN INDIAN OCEAN

Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, director of the DCSD, Vice Admiral Philippe Combes, Deputy Chief of Staff of the Army in charge of International Relations (SCRI/EMA) and the General Brigadier Jean-François Hogard, senior commander (COMSUP) of the Armed Forces in the Indian Ocean southern zone (FAZSOI) conducted an assessment visit to Madagascar, on February 2nd and 3rd, 2012.

The delegation met leading figures in the Malagasy security sector to evaluate ongoing projects and adjust them in order to ensure a better synergy between the actions undertaken by the DCSD and the Ministry of Defence. Although it was deeply affected by the political crisis that has lasted more than three years, the Malagasy security and defence tool must still be stabilized with concrete and supervised actions of military and security cooperation.

Lieutenant-General Clément-Bollée and General Brigadier Jean-François Hogard, continued their visit to the Comoros on February 4th 2012. The purpose of this joint visit was to assess the possible courses of action for the defence cooperation France has decided to resume following the new defence partnership agreement. During this visit, Lieutenant-General Clément-Bollée also evaluated our technical cooperation on homeland security and considered its future prospects.

The main expectations of the military authorities concern management training, with a special effort towards maritime safety to address, among others, the problem of illegal immigration and piracy. To this end, new training programs will be implemented. The Union of Comoros was also invited to appoint a national expert who would join the anti-piracy cell of the IOC, installed in the Seychelles, to assume its international responsibility.

LA FORMATION MILITAIRE PROFESSIONNELLE EN TUNISIE

TUNISIE

La formation militaire professionnelle est aujourd'hui au cœur des discussions concernant la coopération de défense en Tunisie. Le 7 décembre dernier, le directeur de la DCSD a ainsi visité le centre militaire de formation professionnelle de Béja, pour lequel 50 % des financements viennent de la France et l'enseignement technique s'effectue en Français.

La contribution des forces armées au plan gouvernemental Amal (lutte contre le chômage) illustre l'élargissement de leur champ d'activité dans ce domaine. Les différents échanges ont souligné une vision ambitieuse du rôle des armées, notamment avec les centres militaires de formation professionnelle de Béja et de Gafsa, dont l'ouverture est prévue en septembre 2012 et auquel la DCSD apporte un total soutien par la mise en place d'un coopérant permanent et l'accompagnement de financement partagé.

D'autres ouvertures de centres sont prévues à moyen terme à Sidi Bouzid et à Zarzis. Ces projets veulent contribuer à désenclaver des régions défavorisées par la création de ces centres de qualification mais également au travers des spécialités enseignées, drainer des jeunes gens extérieurs à la région afin de promouvoir l'unité du pays.

Enfin, la relation qui va être développée prochainement avec le commandement du service militaire adapté (SMA) français, expert dans les contacts entre l'institution civilo-militaire et la société civile, permettra de donner une impulsion nouvelle à cette coopération spécifique.



PROFESSIONAL MILITARY TRAINING IN TUNISIA

Professional military education is at the heart of discussions on defence cooperation in Tunisia. On December, 7th, the DCSD director visited the military training centre of Béja, for which 50% of funding come from France and in which technical education is done in French.

The armed forces' contribution to the Amal government plan (fighting against unemployment) illustrates the broadening of their sphere of activity in this area. The various exchanges highlighted an ambitious vision of the army role, including the military training centres of Béja and Gafsa. This last one is scheduled to open in September 2012 and is fully supported by DCSD through the assignment of a permanent cooperant worker and co-sharing of funding.

Other centres are planned to open in the medium term in Sidi Bouzid and Zarzis. These projects contribute to opening up disadvantaged regions through the creation of qualification centres. Through the specialties taught, it will also attract young people from outside the region to promote national unity.

Finally, a connexion will be soon developed with the command of the French adapted military service, expert in contacts between civil-military institutions and civil society. It will give a new impetus to this specific cooperation.



ÉLARGISSEMENT DU PROJET FONDS DE SOLIDARITÉ PRIORITAIRE AFORMA À LA CÔTE D'IVOIRE

Le programme AFORMA, appui à la formation des forces de sécurité en Afrique, est un projet mobilisateur du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) impliquant dix pays d'Afrique francophone, piloté par la DCSD.

Les autorités de Côte d'Ivoire ayant répondu favorablement à la proposition de rejoindre le projet, un séminaire d'intégration a été organisé à Abidjan les 6 et 7 mars 2012, avec le concours actif de l'équipe locale du service de sécurité intérieure. Deux experts en formation de la police et de la gendarmerie françaises ont assuré les présentations portant sur l'élaboration des schémas directeurs et des plans annuels de formation.

Cinq officiers supérieurs de la gendarmerie ivoirienne et cinq cadres supérieurs de la police nationale ont participé à ce séminaire, à l'issue duquel le lieutenant-colonel Apalo Touré, commandant de l'école de gendarmerie d'Abidjan, et le contrôleur général Yao Brou, directeur de la formation et de l'école nationale de police, ont été désignés par leur hiérarchie pour participer au séminaire de haut niveau qui s'est tenu à l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) de Melun, du 2 au 6 avril 2012.

EXPANSION OF THE AFORMA FSP PROJECT TO CÔTE D'IVOIRE

The AFORMA program (support for the training of security forces in Africa) is a mobilizing project of the Priority Solidarity Fund involving 10 Francophone African countries and led by the DCSD.

As the government of Côte d'Ivoire responded positively to the proposal to join the project, an integration seminar was held in Abidjan on 6 and 7 March 2012, with the active assistance of the local internal security service. Two french experts in training from the police and gendarmerie forces assured the presentations on the development of master plans and annual training plans.

Five senior officers of the gendarmerie and five Ivorian senior officers from National Police participated in the seminar, after which Lieutenant Colonel Toure Apalo, commander of the gendarmerie training school in Abidjan, and the Auditor General Brou Yao, Headmaster of training and of the national Police School, were nominated by their superiors to participate to the high-level seminar which was held in the EOGN in Melun, from 2 to 6 April 2012.



LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

THE SECURITY SECTOR REFORM



La stabilité politique et le développement économique de tout pays passent par un système de sécurité efficace et légitime aux yeux de la population. Les interventions en matière de réforme du secteur de la sécurité visent à rétablir ou à renforcer cette efficacité et cette légitimité. Volet essentiel de la prévention et de la sortie de crise, la RSS contribue directement à la mise en place d'une gouvernance vertueuse ainsi que d'un environnement propice à la reconstruction et au développement.

A security system that citizens consider effective and legitimate is vital to a country's political stability and economic development. Security sector reform (SSR) aims to restore or bolster the system's effectiveness and legitimacy.

As an essential factor in conflict and crisis prevention, it plays a direct role in establishing democratic governance and in creating a development and reconstruction-friendly environment.

RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (RSS), DÉVELOPPEMENT ET GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Face à la multiplication des conflits armés et à la situation des États fragiles, la résolution des questions de sécurité apporte une contribution décisive au processus du développement et de stabilité. Parce qu'elle touche directement aux fonctions régaliennes d'un pays, la réforme du secteur de la sécurité est toujours d'une grande sensibilité et peut influencer en profondeur l'évolution du pays.

Une conception globale de la sécurité

L'approche RSS se situe à l'interface des questions de sécurité, de gouvernance et de développement et vise une action cohérente et coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, tant du côté du pays partenaire que des bailleurs. Il ne s'agit pas seulement de réformer l'armée, la police ou la justice séparément, mais de réformer tout le secteur de sécurité et de soumettre toutes ses composantes à un contrôle démocratique.

Selon le Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui a publié en 2007 un manuel sur la question, un secteur de sécurité comprend les acteurs essentiels de la sécurité (forces armées, services de police, de gendarmerie, de garde-frontières, des douanes, de l'immigration, du renseignement, etc.), les organismes de gestion et de contrôle de la sécurité (ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur, organismes de gestion financière, commissions parlementaires, syndicats, médias, société civile, etc.), les institutions judiciaires et pénales (système judiciaire, système carcéral, système de justice traditionnelle, etc.) et les forces de sécurité non officielles (sociétés de services sécuritaires, sociétés militaires privées, etc.).

Il s'agit donc, au-delà des multiples enjeux techniques, de traiter la relation entre les forces de sécurité d'un pays et les citoyens qu'elles sont chargées de protéger et servir.



SSR, DEVELOPMENT AND DEMOCRATIC GOVERNANCE

Given the armed conflict proliferation and the situation of fragile States, the management of security issues is decisively contributing to the process of development and stability. Because it directly affects the basic functions of a country, security sector reform is always a sensitive topic and can deeply influence the country evolution.

A comprehensive approach to security

The SSR approach lies at the interface between the issues of security, governance and development. It requires a coherent and coordinated action by all the actors involved both on the partner country and donors side. The issue is not only to reform separately the army, police or justice, but to reform the entire security sector and to subject all its components to a democratic control.

According to the OECD Development Assistance Committee, which in 2007 published a handbook on the subject, a security sector includes key players in the security field (military, police, gendarmerie, border guards, customs, immigration, intelligence, etc.), security management and control bodies (ministries of defence and interior, financial management bodies, parliamentary committees, unions, media, civil society, etc.), judicial and penal institutions (judiciary system, prison system, traditional justice system, etc.) and unofficial security forces (private security companies, private military companies, etc.).

Beyond the many technical issues, it is therefore a way to address the relations between the security forces of a country and the citizens they must protect and serve.

L'approche française

C'est dans une logique d'articulation entre sécurité et développement que s'inscrit l'approche française de la RSS, validée en comité interministériel en août 2008. Elle repose sur la reconnaissance que la stabilité politique et le développement de tout pays passent par un secteur de sécurité efficace et légitime aux yeux de la population. Le document se caractérise par l'accent mis sur la nécessaire appropriation de la démarche par les autorités du pays en question, la reconnaissance explicite de la nature politique d'un tel processus ainsi que son inscription dans un contexte de réforme plus large de la gouvernance du pays.

Cette approche s'inscrit pleinement dans le cadre des trois principes fondamentaux suivants, reconnus sur un plan international :

- relégitimation et rétablissement de l'État de droit, dans le respect des droits de l'Homme (élaboration d'une stratégie nationale globale de sécurité et de défense et définition d'un cadre légal et institutionnel) ;
- constitution de forces de sécurité civiles et militaires efficaces, bien formées et responsables devant les instances civiles ;
- mise en place d'institutions chargées de la gestion et du contrôle démocratique des acteurs concourant à la sécurité.

À cette fin, l'approche française détermine des objectifs d'intervention qui doivent ensuite être déclinés en actions concrètes en tenant compte du contexte local, en s'appuyant sur les atouts de la France dans ce domaine (réseau de professionnels sur le terrain et représentations diplomatiques, expertise dans les domaines concernés, francophonie, etc.).



Des défis opérationnels...

Du fait du caractère global de son approche, la RSS génère des coûts importants et fait intervenir des acteurs variés. La coordination entre ces acteurs (locaux comme extérieurs) est donc essentielle. Assurance de la viabilité du processus, la question de l'appropriation d'une RSS repose à la fois sur l'élaboration d'un projet global par les autorités, mais également sur la construction d'une vision à long terme dans les domaines ayant trait à la sécurité de l'État et des personnes (séparation entre le politique et le militaire sans remise en cause des droits citoyens, liens culturels et historiques entre armée et nation, etc.).

Le soutien à la RSS requiert donc un diagnostic préalable, rigoureux et complet, et une connaissance profonde du contexte local et de ses spécificités : rapport historique aux forces de sécurité, existence de moyens « alternatifs » de règlement des conflits, occupation des territoires et capacités de projection, questions foncières, rapports entre communautés, traditions migratoires, etc.



...et des contraintes structurelles

Les tensions économiques, sociales et démographiques ont un poids très important lorsqu'une large part de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (plus de 50 % dans les pays du Sahel et de l'Afrique centrale) et quand il existe des risques importants de crises alimentaires et de sérieux problèmes de gestion des ressources. Tout cela pèse en effet sur la RSS : aux risques de troubles sociaux, qui par ricochet font s'affronter populations et forces de l'ordre, s'ajoutent les questions de formation et d'emploi.



The French approach

The French approach to SSR aims to link security and development. It was validated by an inter-ministerial committee in August 2008 and is based on the recognition that political stability and development of any country are run by an effective security sector, with legitimacy in the eyes of the people. The document is characterized by an emphasis on the necessary appropriation of the approach by the country authorities, the explicit recognition of the political nature of such a process and its inclusion in a broader reform of the country governance.

This approach fits in the context of three fundamental principles, internationally recognized:

- *Re-legitimization and restoration of the rule of law in respect of human rights (development of a comprehensive national security and defence strategy and definition of a legal and institutional framework);*
- *Establishment of efficient civilian and military security forces, well trained and responsible to civil authorities;*
- *Establishment of institutions in charge of management and democratic control of the actors involved in the security sector.*

To this end, the French approach indicates intervention goals which must be translated into concrete actions taking into account the local context and relying on French assets in this area (network of professionals on the ground and of diplomatic representations, expertise in relevant fields, Francophonie, etc.).

Operational challenges...

As a holistic approach, SSR is involving significant costs and various actors. Coordination between these actors (not only locals) is essential. Ensuring the viability of the process, the issue of the SSR ownership is based both on the development of a global project by the authorities, and on building a long-term vision in fields related to state and people security (separation between politics and military levels without questioning the citizen rights, cultural and historical ties between army and nation, etc.).

The SSR process therefore requires a rigorous and comprehensive preliminary diagnosis, and a deep knowledge of the local context and of its specificities: historical relationships with the security forces, availability of suitable "alternative" in conflict resolution, land occupation and projection capabilities, land issues, relations between communities, migratory traditions, etc.

...and structural limitations

Economic, social and demographic tensions are significant when a large part of the population lives below the poverty line (over 50% in the Sahel and Central Africa) and when countries present significant risks of food crisis and serious problems in resources management. All this weighs on the SSR: the risks of social protests which often make people and security forces fight is not the only threat, training and employment are also real issues.





Le lien entre RSS et gouvernance démocratique

La RSS peut participer à la prévention d'une crise politique, à la reconstruction ou à la consolidation d'un État, selon le moment où on décide de l'appliquer. Elle implique des réformes structurelles pour stabiliser durablement un pays. Ce processus de réforme complexe ne peut être conduit qu'à la demande du pays partenaire et sur la base d'un engagement sur le long terme.

Comme l'ont montré les réflexions récentes au sein de la communauté internationale, l'articulation entre sécurité, développement et gouvernance est au centre des défis de nombreux pays. Ainsi, l'articulation entre gouvernance démocratique et RSS paraît être une réponse particulièrement adaptée à ces enjeux, puisque visant à la fois la participation des citoyens aux affaires publiques (et donc de sécurité) et le renforcement de l'État de droit.

Dès lors, les actions en matière de renforcement et de participation de la société civile, de réforme de la justice et de renforcement des Parlements trouvent une place particulièrement pertinente dans le soutien à la RSS. L'articulation avec les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), les mécanismes de réconciliation et les actions de lutte contre l'impunité doit également être recherchée.

L'environnement régional est aussi à prendre en compte, comme l'indique l'implication croissante de la CEDEAO sur cette thématique.

The link between democratic governance and SSR

The SSR can help the reconstruction or consolidation of a state or prevent a political crisis depending on when it occurs. It involves structural reforms in order to achieve a lasting stability in a country. This complex reform process can only be conducted at the partner country's request and on the basis of a long-term commitment.

Recent thoughts have shown that the link between security, development and employment is central to many countries' challenges. Thus, the articulation between democratic governance and SSR appears to be a particularly appropriate response to these issues, aiming at both engaging citizens in public affairs (and therefore security) and strengthening rule of law.

Therefore, actions referring to reinforcement and participation of the civil society, to justice reform and to strengthening of parliaments are particularly relevant to the SSR process. Coordination with programs of disarmament, demobilization and reintegration (DDR), reconciliation mechanisms and fight against impunity must also be sought.

The regional environment is also taken into account, as indicated by the increasing involvement of ECOWAS on this topic.





LE PROJET « JUSTICE ET SÉCURITÉ EN RÉGION SAHÉLO-SAHARIENNE » (JUSSEC)

D'un montant de 4 millions d'euros sur trois ans, le projet « Justice et sécurité en région sahélo-saharienne (JUSSEC) » a pour but de renforcer les capacités des États de la zone (Mali, Mauritanie, Niger) au regard des menaces liées au terrorisme et aux grands trafics (stupéfiants, véhicules, armes...). Des pôles judiciaires spécialisés ont notamment été créés dans chacun de ces trois pays afin de favoriser un traitement judiciaire et conforme aux règles de droit des crimes relatifs à ces questions. Ce projet constitue un exemple de mise en œuvre de cette priorité, qui s'inscrit dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la criminalité transnationale organisée (Convention dite de Palerme) et de son protocole additionnel relatif à la lutte contre la traite des êtres humains.

C'est dans le cadre de ce projet que, par exemple, le poste-frontière pilote de Kaedi, situé à la frontière du Sénégal a été inauguré en mai 2011, tout cela s'inscrivant dans le processus de renfort des frontières de Mauritanie.

JUSSEC, "JUSTICE AND SECURITY IN THE SAHEL-SAHARAN REGION" PROJECT

The "justice and security in the Sahel-Saharan region – JUSSEC" project has a budget of \$ 4 million over three years. It aims to strengthen the capacity of states in the region (Mali, Mauritania, Niger) to fight against threats of terrorism and large-scale trafficking (drugs, vehicles, weapons ...). Judicial centres have been created in each of these three countries to promote a judicial and consistent with the rules of law treatment of crimes related to these issues. This project is an example of this priority implementation, which is part of the United Nations Convention on Transnational Organized Crime (Convention called "Palermo") and of its additional protocol on the fight against trafficking in human beings.

Under Jussec, as an example, the pilot border-post in Kaedi, located on the border with Senegal was inaugurated in May 2011. All this is part of the process of reinforcement of the Mauritania borders.



APPUI AU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET DE LA SÉCURITÉ EN IRAQ

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, l'Iraq entend résolument s'engager dans une phase de « reconstruction nationale » avec l'appui de la communauté internationale. Le départ des troupes opérationnelles américaines à la fin de l'année 2011 laisse le pays face à lui-même et le « Printemps arabe » a fait émerger la société civile comme acteur incontournable de la Gouvernance démocratique des pays de la région.

La première tâche de l'Iraq doit être d'instaurer une légitimité par la confiance de la population dans le droit et dans les institutions ainsi que dans la capacité de l'État à assurer la sécurité des citoyens. Pareille action ne saurait se concrétiser sans une approche intégrée du type de celle proposée par la RSS. Le projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP), qui verra le jour cette année, vise à intégrer cet élément clé du devenir politique de ce pays.

En Iraq, c'est au niveau des aspects institutionnel et social de la légitimité, que l'expertise de la France est sollicitée. Le FSP « Appui au renforcement de la gouvernance démocratique et de la sécurité en Iraq » s'inscrit délibérément dans une perspective de soutien au développement de l'Iraq en créant, par la consolidation des institutions et de leur fonctionnement démocratique, une situation favorable à la reconstruction du pays dans l'ensemble des autres domaines.

Ce projet se décline en trois composantes fondamentales : « renforcement de l'État de droit » ; « renforcement de la sécurité intérieure par la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée » ; « renforcement de la société civile » et une composante organisationnelle : « management du projet ». Il consiste à développer les synergies entre elles dans le cadre d'une approche systémique.



SUPPORT FOR THE STRENGTHENING OF DEMOCRATIC AND SECURITY GOVERNANCE IN IRAQ

Since the fall of Saddam Hussein in 2003 Iraq fully intends to engage in a phase of "national reconstruction" with support from the international community. The departure of operational U.S. troops at the end of 2011 left the country to its own device. The "Arab Spring" led to the emergence of civil society as key player in the democratic governance of countries in the region.

The first task of Iraq should be to establish legitimacy through the public trust in law, in institutions and in the state capacity to ensure the safety of citizens. Such action can not be achieved without an integrated approach such as that proposed by the SSR. The project of the Priority Solidarity Fund (FSP), which will be launched this year, aims to integrate this key component of this country's political future.

In Iraq, France's expertise is sought in the matters of institutional and social aspects of legitimacy. The FSP "Support for Strengthening Democratic Governance and Security in Iraq" is deliberately part of supporting the Iraq development by creating, with the consolidation of institutions and their democratic functioning, a favourable situation to the country's reconstruction in all other areas.

This project has three basic components: "strengthening the rule of law", "strengthening homeland security in the fight against terrorism and organized crime", "strengthening civil society" and an organizational component "project management". It is to develop synergies between all the above in the context of a systemic approach.

LE SOUTIEN DES NATIONS UNIES À LA RSS : UN EXERCICE DE VISION POLITIQUE

Alors que la Déclaration universelle des droits de l'Homme stipule que « *tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne* », c'est aux États et à leurs institutions qu'il incombe d'assurer la sécurité, droit souverain mais aussi responsabilité de chaque État. S'inspirant des leçons et pratiques des vingt dernières années, l'Organisation des Nations unies a adopté une approche globale établissant des normes et standards en matière d'appui à la RSS et a identifié la sphère politico-stratégique comme étant la plus cruciale.

La RSS : un processus intrinsèquement politique

L'ONU met l'accent sur l'appropriation nationale et définit la RSS comme un processus d'analyse, d'examen et d'application, aussi bien que de suivi et d'évaluation, mené par les autorités nationales. Ce processus vise à instaurer un secteur de sécurité efficace et responsable pour l'État et les citoyens, sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. Cette définition met l'accent sur le caractère politique et hautement sensible que revêt la RSS en plus de souligner de manière non équivoque que la RSS doit être un processus que le pays s'est approprié et dont les racines sont dans ses besoins spécifiques et sa situation particulière. Il ressort de cette approche que les États ont la responsabilité de coordonner l'appui à la RSS, y compris en créant une vision stratégique pour le futur.

De par sa légitimité et son universalité, l'ONU se révèle la mieux placée pour faciliter le processus d'élaboration de la RSS. Un tel processus est nécessairement difficile et souvent controversé en période post-conflit, mais il constitue le fondement essentiel de l'appropriation nationale de la RSS. L'atout particulier de l'ONU réside dans l'accent mis sur le niveau sectoriel, soutenant les orientations stratégiques et politiques de la réforme, au-delà et en complément des aspects techniques et opérationnels.



THE UNITED NATIONS SUPPORT TO SSR: A POLITICAL VISIONING EXERCISE

While the Universal Declaration of Human Rights states that "everyone has the right to life, liberty and security of person", the role of ensuring security, which is both a sovereign right and a responsibility, rests with each State. Building on lessons and practices of the past twenty years, the United Nations adopted a comprehensive approach setting norms and standards for supporting SSR and identified engagement at the strategic political level as the most critical.

SSR process inherently political

The UN emphasizes national ownership and defines SSR as a process of assessment, review and implementation as well as monitoring and evaluation led by national authorities. This process aims at the enhancement of effective and accountable security for the State and its peoples without discrimination and with full respect for human rights and the rule of law. This definition emphasizes the political and highly sensitive nature of SSR and unequivocally acknowledges that SSR should be a process that the country owns and whose roots are in its specific needs and particular situation. It follows from this approach that States are responsible for coordinating support to SSR, including by defining a strategic vision for the future.

Given its legitimacy and global character, the UN is best placed to facilitate the process of designing SSR. Such a process is necessarily difficult and often controversial in post-conflict contexts, but it is the essential foundation of national ownership of SSR. The comparative advantage of the UN lies in its emphasis on the sectoral level, supporting the strategic and political orientations of the reform, beyond and in addition to technical and operational aspects.

C'est à ce niveau stratégique et politique que le secrétariat des Nations unies, directement et *via* ses missions, soutien, par exemple, l'élaboration de stratégies de sécurité nationale, le développement de législations relatives au secteur de la sécurité, la conduite d'évaluations du secteur de la sécurité, l'élaboration de plans nationaux de développement du secteur de la sécurité, la conduite de dialogues nationaux sur la RSS, et le développement des capacités nationales de gestion, de contrôle et de coordination pour la RSS.

Dix principes fondamentaux

L'approche de l'ONU en matière d'appui à la RSS se fonde sur dix grands principes directeurs tirés des enseignements du passé, des règles et des normes internationales, et de ses politiques en matière d'État de droit. Ces principes s'articulent autour de :

- 1) l'objectif fondamental de la RSS ;
- 2) la nécessité d'un mandat approprié ;
- 3) l'appropriation et la nature participative du processus ;
- 4) l'importance d'une approche flexible et susceptible d'adaptation ;
- 5) l'égalité des sexes ;
- 6) la nécessité de définir un cadre de mise en œuvre de la RSS ;
- 7) le besoin d'établir une stratégie précisant les priorités, le calendrier et les partenariats ;
- 8) la probité que doit démontrer la communauté internationale dans son appui à la RSS ;
- 9) l'importance de coordonner l'action des partenaires nationaux et internationaux ;
- 10) le besoin de suivre et évaluer périodiquement les avancées de la réforme.

RSS et maintien de la paix

Le maintien de la paix a beaucoup évolué ces dernières décennies : il s'est transformé d'une activité axée pour l'essentiel sur la surveillance de cessez-le-feu en des opérations multidimensionnelles complexes destinées à mener des activités de consolidation de la paix et à s'attaquer aux causes profondes des conflits. Ainsi, un nombre croissant de missions de maintien de la paix et de missions politiques spéciales sont destinées, en partie, au soutien des efforts de RSS mais aussi à la formation en matière de droits de l'Homme, la protection de l'enfance et la protection contre la violence sexuelle ou à motivation sexiste. D'ailleurs, l'implication des femmes dans les débats ayant un rapport avec



la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix ou la sécurité devient de plus en plus nécessaire. À ce propos, le Conseil de sécurité a récemment appelé au partage de savoir et d'expérience avec les femmes et les membres de la société civile dans le contexte des efforts de RSS.

Opportunités et défis

La plus grande partie de l'aide fournie par la communauté internationale dans le domaine de la RSS est fournie dans les pays d'Afrique, ou à leur intention. En même temps, certains pays africains deviennent aussi d'importants fournisseurs de cette aide, marquant une évolution importante dans la coopération interétatique en matière de RSS. Cela nécessite une intensification de la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales.

Aujourd'hui, départements, agences, fonds et programmes de l'ONU, dont plus d'une douzaine sont réunis au sein de l'Équipe spéciale inter-institutions pour la RSS, appuient les efforts nationaux de RSS aux quatre coins du globe. Le Département des opérations de maintien de la paix, co-président de cette Équipe inter-institutions, offre son soutien et son expertise aux initiatives de RSS dans près d'une quinzaine de pays et régions, comme la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, la Libye, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud et le Timor-Leste.

L'ONU est aujourd'hui confrontée à des défis conceptuels et techniques importants. Bien qu'il existe un consensus général parmi les praticiens de la RSS sur le caractère essentiel de l'appropriation nationale pour la légitimité et la durabilité des processus de RSS, sa mise en œuvre est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît et exigera créativité et flexibilité de la part de l'ONU et de ses partenaires.

It is at such strategic and political level that the United Nations Secretariat, directly and through its missions, supports, for example, the design of national security sector strategies, the development of security sector legislation, the conduct of security sector reviews, the design of national security sector development plans, the facilitation of national dialogues on SSR, and the development of national management and oversight capacities.

Ten basic principles

The UN approach to supporting SSR is based on ten guiding principles derived from past experiences, international norms and standards, and its rule of law policies. These principles revolve around:

- 1) The fundamental objective of the SSR;*
- 2) The need for an appropriate mandate;*
- 3) The ownership and participatory nature of the process;*
- 4) The importance of a flexible and tailored approach;*
- 5) Gender equality;*
- 6) The need to define a framework for SSR implementation;*
- 7) The need to establish a strategy outlining the priorities, timelines and partnerships;*
- 8) The integrity of motive that the international community must demonstrate in its support to SSR;*
- 9) The importance of coordinating the activities of national and international partners;*
- 10) The need to monitor and evaluate the progress of reform.*

SSR and peacekeeping

Peacekeeping has evolved considerably in recent decades: it has morphed from an activity focused mainly on monitoring cease-fire agreements to complex multidimensional operations mandated to carry out peacebuilding activities and to address the root causes of conflict.

Thus, an increasing number of peacekeeping and special political missions are tasked, among other things, to support SSR efforts but also human rights training, child protection and protection against sexual or gender-based violence. Moreover, improving women's participation in discussions pertinent to prevention and resolution of conflict, the maintenance of peace and security is becoming increasingly necessary. In this regard, the Security Council has recently called for the sharing knowledge and experience with women and members of civil society in the context of SSR efforts.

Opportunities and challenges

The bulk of the international community's assistance in the area of SSR takes place in, and is directed to countries in Africa. At the same time, a number of African countries are becoming important providers of such assistance, marking an important development in inter-State cooperation on SSR. This requires an intensification of cooperation with regional and subregional organizations.

Today, UN departments, agencies, funds and programs, more than a dozen of which are members of the Inter-Agency SSR Task Force, support national SSR efforts around the globe. The Department of Peacekeeping Operations, co-chair of the Task Force, provides its support and expertise to SSR initiatives in more than a dozen countries and regions, such as Côte d'Ivoire, the Democratic Republic of the Congo, Guinea, Liberia, Libya, Somalia, South Sudan, and Timor-Leste.

The United Nations today faces important conceptual and technical challenges. Although there is a general consensus among SSR practitioners on the centrality of national ownership for sustainable and legitimate SSR processes, its implementation is much more complex than it appears and will require creativity and flexibility on the part of the UN and its partners.





APPROCHE EUROPÉENNE DE LA RSS

La « Stratégie européenne de sécurité », adoptée par le Conseil européen en 2003, prône un renforcement du rôle de l'Union européenne (UE) dans l'assistance à la « réforme du secteur de sécurité (RSS) ». Le cadre d'orientation actuel pour l'engagement de l'UE dans la RSS repose sur un ensemble de principe et de concepts qui doivent permettre une mise en œuvre efficace et cohérente de l'action extérieure de l'UE dans ce domaine. En juin 2006, le Conseil a adopté un cadre politique pour la RSS qui décrit comment l'UE devrait soutenir sa mise en œuvre dans les pays partenaires.



UE et RSS

La réforme du secteur de la sécurité est un processus global destiné à renforcer le niveau de sécurité pour tous les citoyens et à remédier aux déficits de gouvernance. Elle désigne la transformation du secteur de sécurité, lequel comprend tous ses acteurs, leurs rôles, responsabilités et actions, qui unissent leurs efforts afin que la gestion et le fonctionnement de ce secteur soient respectueux des normes démocratiques et des sains principes de bonne gestion des affaires.

L'objectif de la l'UE consiste à contribuer explicitement à la consolidation de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'État de droit, à la protection des droits de l'Homme et à une utilisation efficace des ressources publiques. Dans le cadre des missions Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'UE a mené des actions de RSS dans divers pays notamment en République, en Guinée-Bissau ou en Somalie.

Ce cadre politique repose sur deux documents : *Le concept de l'UE pour le soutien de la PESC à la RSS*, octobre 2005 et la communication *Réflexion sur l'appui apporté par la Communauté européenne à la réforme du secteur de la sécurité*, publiée en mai 2006.

La mission EUSEC RD Congo

L'objectif général de la mission EUSEC RD Congo, déployée en République depuis juin 2005, est de soutenir les autorités congolaises pour reconstruire une armée qui garantira la sécurité sur toute l'étendue du territoire et de créer les conditions favorables pour un retour au développement social et économique. EUSEC RD Congo est la seule structure entièrement dédiée à la réforme du secteur de la sécurité dans sa composante militaire en République.

En étroite collaboration avec les autres acteurs de la communauté internationale, EUSEC RD Congo fournit conseil et assistance directement aux autorités congolaises compétentes. Des conseillers travaillent avec les autorités militaires à Kinshasa depuis juin 2005 et d'autres sont actuellement en fonction auprès des états-majors de trois régions militaires depuis avril 2006. EUSEC RD Congo concourt à créer les conditions permettant la mise en œuvre d'activités concrètes en appui du plan de la réforme des Forces armées de République (FARDC), en étroite coordination avec tous les partenaires impliqués dans le processus.

La mission EUPOL RD Congo

En 2007, la mission EUPOL RDC a succédé à la mission EUPOL Kinshasa, qui était la première mission civile menée en Afrique dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), avec pour but de soutenir l'Unité de police intégrée (UPI) mise en place à Kinshasa.

La mission EUPOL RD Congo soutient la RSS dans le domaine de la police et de son interaction avec la justice. Elle a pour objectif de contribuer à la restructuration de la police nationale congolaise (PNC), en soutenant la mise en place d'une police civile, apolitique, professionnelle et respectueuse des droits humains.

La mission a également pour but de contribuer à améliorer l'interaction entre la police et le système de justice, contribuant ainsi à la lutte contre l'impunité des violences sexuelles et des infractions contre les droits humains. Elle travaille en étroite collaboration avec tous les partenaires impliqués dans la reconstruction de la PNC, et en particulier, la délégation de l'Union européenne en République et la composante police (UNPOL) de la mission des Nations unies en République (MONUSCO) pour assurer la cohérence de l'ensemble des activités mise en œuvre dans le cadre du plan de réforme congolais.



EUROPEAN APPROACH TO SSR

The "European Security Strategy", endorsed by the European Council in 2003, advocates a strengthened role of the European Union in assisting the "Security Sector Reform (SSR)". The current policy framework for EU engagement in SSR is based on a set of principles and concepts, which should facilitate an effective and coherent implementation of the EU external action in this area. In June 2006, the Council adopted a policy framework for SSR that describes how the EU should support its implementation in partner countries.

EU and SSR

The SSR is a global effort to strengthen the security level for all citizens and to address governance gaps. It means transforming the security sector, which includes all its actors, their roles, responsibilities and actions. They work together so that management and operation of this sector respect democratic standards and sound principles of financial management.

The EU's objective is to explicitly contribute to strengthening good governance, democracy, rule of law, protection of human rights and efficient use of public resources. As part of CSDP missions (Common Security and Defence Policy), the EU has carried out SSR activities in various countries including the DRC, Guinea Bissau and Somalia.

This policy framework is based on two documents: the "EU Concept for support of the CFSP to the SSR" (October 2005) and the communication "Reflection on the support of the European Community to SSR", published in May 2006.

EUSEC RD Congo

The overall objective of the EUSEC RD Congo mission, deployed in the DRC since June 2005, is to support the

Congolese authorities to rebuild an army that will ensure security throughout the territory and create conditions for a return to social and economic development. EUSEC is the only structure dedicated to reform the security sector in its military component in the DRC.

Closely with other actors of the international community, EUSEC provides advice and assistance directly to the Congolese authorities. Counsellors have been working with military authorities in Kinshasa since June 2005 and others are currently serving with the staffs of three military areas since April 2006. EUSEC contributes to create conditions for the implementation of concrete activities in support of the reform plan of the FARDC and in close coordination with all partners involved in the process.

EUPOL RD Congo

In 2007, EUPOL RD Congo took over from EUPOL Kinshasa, which was the first civilian mission conducted in Africa under the ESDP, with the aim at supporting the IPU (Integrated Police Unit) set up in Kinshasa.

EUPOL RD Congo supports the SSR in the field of police and its interaction with justice. It aims to help restructure the National Congolese Police (PNC), providing assistance in the establishment of a civilian, apolitical and professional police which respects human rights.

The purpose of the mission is also to help improve the interaction between the police forces and the justice system, and thereby contribute to fight against impunity for sexual violence and offenses against human rights. It works closely with all partners involved in reconstruction of the PNC, in particular, the Delegation of the European Union in the DRC and the Police part (UNPOL) of the UN mission in DRC (MONUSCO) to ensure coherence of all activities implemented under the Congolese reform plan.



FRANCOPHONIE : PROMOUVOIR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

Les principaux acteurs internationaux impliqués dans les processus de réforme des systèmes de sécurité (RSS) reconnaissent que les particularités de l'espace francophone n'ont pas été suffisamment prises en compte dans la définition initiale du concept ainsi que dans la mise en œuvre des politiques sur le terrain. La francophonie s'est engagée à promouvoir une approche tenant compte des spécificités des systèmes de sécurité francophones et privilégiant les principes de l'État de droit.



La démarche de la francophonie

L'existence de systèmes de sécurité dont les acteurs développent des pratiques éthiques, professionnelles et transparentes concourt à la démocratie, à la prévention des conflits, au soutien de l'État de droit et au respect des droits de l'Homme, que la Charte de la francophonie se fixe comme objectif prioritaire. Les dispositions adoptées par la francophonie à la faveur des déclarations de Bamako (2000) et de Saint-Boniface (2006) constituent le cadre des interventions de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en faveur de la RSS. Conscients des dangers que portent en germe les déstabilisations générées par des appareils de défense et de sécurité insuffisamment contrôlés, les chefs d'État et de gouvernement de la francophonie ont précisé, par les déclarations de Québec en 2008 et de Montreux en 2010, les objectifs de la francophonie en matière de RSS.

Afin de donner corps à ce mandat, l'objectif poursuivi par l'OIF est de contribuer à établir un espace de gouvernance démocratique des systèmes de sécurité. L'OIF n'a pas pour vocation de contribuer à la restructuration ou à l'amélioration des infrastructures et moyens dont disposent les forces de défense et de sécurité, mais seulement de renforcer leur contrôle par les autorités civiles. Ses interventions visent à améliorer la capacité des États francophones à pourvoir à leur propre sécurité comme à celle de leurs populations, dans le respect de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme.

Souverainetés nationales et partenariats internationaux

La RSS est un processus éminemment politique, qui ne peut aboutir en l'absence d'une volonté résolue des principaux responsables politiques des pays concernés. L'OIF a pour tradition d'apporter un soutien particulier aux initiatives endogènes, engagées à l'initiative des acteurs locaux : comme dans ses autres domaines d'intervention, l'assistance apportée aux processus RSS est ainsi définie par l'OIF dans le cadre d'un dialogue permanent avec les gouvernements et acteurs concernés.

La contribution de l'OIF s'inscrit en outre dans le cadre d'une coopération avec les autres acteurs internationaux œuvrant dans ce domaine et tient ainsi le plus grand compte des mesures déjà engagées par les autres organisations internationales (particulièrement la Commission de consolidation de la paix, le Bureau État de droit du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU ainsi que le PNUD), par des organismes régionaux (Union européenne, Union africaine, CEDEAO, CEEAC) ou par des États à titre bilatéral. Un étroit partenariat a également été mis en place avec le Réseau africain pour le secteur de sécurité (RASS).

FRANCOPHONIE: PROMOTING DEMOCRATIC GOVERNANCE OF SECURITY SYSTEMS

The main international actors involved in the process of the security system reform (SSR) recognize that the peculiarities of the francophone area have not been sufficiently acknowledged in the original definition of the concept and in implementation of policies on the ground. The Francophonie is committed to promoting an approach taking into account the specificities of Francophone security systems and focusing on the principles of the rule of law.

The approach of the Francophonie

The existence of security systems in which actors develop ethical, professional and transparent practices contributes to democracy, to conflicts prevention, to rule of law support and to the respect of Human Rights. These are the top goals of the Francophonie Charter. The provisions adopted by the Francophonie in Bamako in 2000 and in St. Boniface in 2006 provide the framework for OIF interventions regarding the SSR process. Aware that inadequately controlled defence and security apparatus can create destabilization, the heads of state and government of the Francophonie specified, with the Declarations of Quebec in 2008 and Montreux in 2010, the Francophonie objectives in SSR.

In order to give substance to this mandate, the objective of the OIF is to help establish an area of democratic governance for security systems. The OIF has developed a doctrine which primarily aimed at strengthening control

over defence and security forces by civilian and democratically designated authorities and by the rule of law institutions. The OIF is not intended to contribute to the restructuring or improvement of defence and security forces' infrastructures and resources. Its operations aim to improve the capacity of Francophone States to provide for their own safety and that of their people, while respecting the rule of law, democracy and human rights.

National sovereignty and international partnerships

SSR is a highly political process, which can not succeed without a strong commitment of the principal political leaders of concerned countries. The OIF has a tradition of providing particular support to initiatives, instigated by local actors: the assistance to the SSR process is well defined by the OIF. It is part of an ongoing dialogue with governments and stakeholders.

The OIF contribution is part of a cooperation with other international actors working in this field and thus takes into account the measures already taken by other international organizations (particularly the Peacebuilding Commission, the office of the Rule of Law of UN Department of Peacekeeping Operations and UNDP), by regional organizations (European Union, African Union, ECOWAS, ECCAS) or by states on a bilateral basis. A close partnership has also been established with the African Security Sector Network.





Le cadre des interventions de l'OIF

Les programmes soutenus par l'OIF visent donc en priorité à :

- favoriser le respect des droits de l'Homme par les forces de défense et de sécurité, grâce à des programmes de formation dispensés en lien avec le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies ;
- améliorer la formation des forces de police, afin que celles-ci exercent pleinement le rôle qui leur revient en matière de gestion de la sécurité publique. L'OIF mène des programmes en lien avec le réseau FRANCOPOPOL (Réseau international francophone de formation policière) visant la mise en réseau des écoles de police africaines, la formation des policiers aux droits de l'enfant ou encore la formation à la police de proximité et à la gestion de la sécurité publique en contexte électoral ;
- soutenir les programmes établissant un lien étroit entre RSS et réforme de la justice, particulièrement en ce qui a trait aux aspects pénaux et organisationnels, grâce à des missions de sensibilisation et d'expertise menée en lien avec l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) et avec l'Association Internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF) ;
- encourager le contrôle parlementaire des systèmes de sécurité, en renforçant, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), les fonctions de supervision et de contrôle des organes de défense et de sécurité par les Parlements ;
- soutenir la transparence de la gestion budgétaire des systèmes de sécurité, notamment en travaillant avec l'Association des institutions supérieures de contrôle ayant en commun l'usage du français (AISCUF) qui réunit les Cours des comptes des pays francophones ;
- développer l'observation des systèmes de sécurité par les médias et la société civile, grâce à l'amélioration des connaissances techniques dont disposent ces acteurs sur le fonctionnement des systèmes de sécurité ;
- approfondir les connaissances sur les spécificités institutionnelles (cadre constitutionnel, relations entre les sphères exécutive et législative), organisationnelles (organisation des différentes forces des ministères de la Défense ; systèmes de sécurité duaux police/gendarmerie, existence de polices municipales (organisation juridictionnelle dualiste) et procédurales (issues de la tradition romano-germanique) des systèmes de sécurité francophones.

La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone



Interventions of OIF

Programs supported by the OIF make therefore a priority to:

- *promote respect for human rights by defence and security forces, through training programs provided in connection with the United Nations High Commission on Human Rights;*
- *improve police forces training, so that they fully exercise their role in public safety management. In cooperation with FRANCOPOPOL (International Network of Francophone police training), the OIF runs programs aiming at networking of African police schools, police training to defend children's rights, neighbour police training and management of public security in electoral context;*
- *support programs establishing a close link between SSR and justice reform, particularly in regard to the criminal and organizational aspects, through outreach missions and expertise conducted in conjunction with the Association of high courts of appeal in countries sharing the use of French (AHJUCAF) and the International Association of francophone Prosecutors (AIPPF);*
- *encourage parliamentary oversight of security systems, enhancing, in partnership with the Parliamentary Assembly of the Francophonie (APF), supervision and control of defence and security agencies by parliaments;*
- *support transparency of security systems' budget management, including working with the Association of Supreme Audit Institutions for French-speaking countries (AISCUF) which brings together Courts of auditors of Francophone countries;*
- *develop observation of security systems by the media and civil society, through improvement of these players' technical knowledge concerning the security systems operation;*
- *increase knowledge about institutional (constitutional framework, relations between the executive and legislative spheres), organizational (organization of Defence Ministries' various forces, dual police-gendarmerie systems, existence of municipal police forces, dualistic judicial organization) and procedural (from the Romano-Germanic tradition) specificities of the francophone security systems.*

RSS ET UNION AFRICAINE

L'Afrique est généralement reconnue comme le terrain sur lequel se déroule la grande majorité des processus de RSS, particulièrement en tant que composante de la reconstruction postconflit. Les composantes du secteur de sécurité varient suivant le contexte national de chaque pays. Mais en termes généraux, et dans un contexte africain, le secteur de sécurité comprend les personnes, les groupes et les institutions qui sont responsables d'assurer les prestations, la gestion et la supervision de la sécurité des personnes et de l'État.

Coopération internationale et élaboration d'un projet-cadre

L'Union africaine (UA) entend par RSS, le processus par lequel les États formulent ou réorientent les politiques, les structures et les capacités des institutions et des groupes engagés dans le secteur de la sécurité, en vue de les rendre plus efficaces et de leur permettre d'être attentifs au contrôle démocratique et aux besoins de sécurité et de justice de la population. Les composantes du secteur de sécurité concernent les principales institutions de sécurité, les institutions spécialisées de renseignement et de sécurité, les organismes publics de contrôle et de gestion, les institutions chargées de la justice et de l'État de droit, les unités civiles chargées d'interventions en cas de catastrophes et les organes non étatiques de sécurité.



SSR AND AFRICAN UNION

Africa is widely recognized as the land on which run the vast majority of SSR processes, particularly as a component of post-conflict reconstruction. The components of the security sector vary depending on the context of each country. But in general terms, and in an African context, security sector includes individuals, groups and institutions that are responsible for providing benefits, management and supervision of people and state safety.

International cooperation and development of an umbrella project

To the African Union, SSR means the process by which the states formulate or redirect policies, structures and capacities of institutions and groups involved in the security sector, to make them more efficient and attentive to democratic control and to the population's needs for security and justice. The components of the security sector concern the main security institutions, intelligence and security specialized agencies, public control and management organisms, institutions responsible for justice and rule of law, civilian authorities in charge of units interventions in case of disaster and non-state security organisms.





Compte tenu de ces éléments, l'élaboration d'une politique cadre constitue donc un pas important dans les efforts visant à favoriser l'appropriation africaine des approches actuelles de la RSS. En effet, les cadres normatifs existants proviennent des Nations unies et d'autres acteurs multilatéraux, donc de cadres politiques et hypothèses générées de l'extérieur du continent africain qui ne tiennent pas toujours compte des réalités et des sources d'insécurité des populations, des États africains et de leurs sociétés.

Cependant, l'UA reconnaît que l'ONU, compte tenu de son mandat international, est bien l'organisation la mieux placée pour établir les principes de base pour des approches internationales de type RSS, reflétant les perspectives d'une grande majorité des États membres, à la fois en tant que bénéficiaires et donateurs. Dans ces conditions, l'UA a un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration des politiques et des directives relatives à l'Afrique de même que dans leur mise en œuvre, afin de renforcer et d'inspirer l'approche mondiale de l'ONU en matière de RSS.

Pour cela, elle doit, dans un premier temps, définir un certain nombre d'objectifs, propres au continent et mettre en lumière les valeurs qui sont les siennes. En première approche ces objectifs et ces valeurs pourraient être définis de la façon suivante.

Objectifs à atteindre en matière de RSS

L'Union africaine a défini quatre objectifs majeurs pour développer la réforme du secteur de la sécurité :

- mettre en place un cadre politique dans lequel les États membres et les Communautés économiques régionales (CER) pourront formuler, concevoir, mettre en œuvre, contrôler et évaluer les processus de réforme du secteur de la sécurité ;
- offrir une plate-forme pour l'orientation de la RSS, la formation et le renforcement des capacités pour aider les personnes, les groupes et les institutions africaines à participer d'avantage aux processus RSS et pour mettre en place un instrument africain de plaidoyer en faveur de la RSS ;
- guider les partenariats avec les organisations internationales et autres partenaires qui travaillent avec l'UA, les CER et les États membres dans les processus de RSS ;
- servir de fondation pour la contribution africaine au cadre global de la RSS des Nations unies.

Valeurs propres au continent africain en matière de RSS

L'Union africaine met en avant neuf principes prioritaires en termes de RSS pour le continent africain :

- solidarité et partenariats africains : les États membres sont encouragés à profiter de l'appui africain inscrit dans l'Acte constitutif de l'UA pour faire avancer la solidarité et le partenariat africain dans les processus de RSS ;
- la RSS et l'intégration régionale : cette politique reconnaît les liens entre un secteur de la sécurité efficace, une gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, essentielles pour l'intégration régionale en Afrique ;
- tout processus de RSS doit être basé sur l'approbation nationale et faire l'objet d'un engagement national ;
- l'appui extérieur à la RSS doit adhérer à la vision du secteur de la sécurité et de la RSS définie par le pays ;
- la RSS s'adaptera à chaque contexte ;
- intégration possible des institutions informelles et coutumières de sécurité et des acteurs de la justice traditionnelle au processus de RSS ;

- la RSS doit faire partie d'un effort de réforme et d'une démocratisation élargie ;
- la RSS doit souscrire aux principes de base de la bonne gouvernance (État de droit, transparence...);
- la RSS doit adhérer aux principes de l'égalité des sexes et de la promotion de la femme.

Si un travail important reste encore à réaliser pour faire des principes de la RSS une réalité, on peut d'ores et déjà souligner que des objectifs et des valeurs spécifiquement africains existent et que l'UA, sans contester le rôle des Nations unies et de la communauté internationale dans son ensemble, a un rôle majeur à jouer pour sa mise en œuvre effective au sein du continent.



On this basis, developing a political framework is therefore an important step in efforts to promote African ownership of current SSR approaches. Indeed, the existing normative frameworks come from UN and other multilateral actors. Therefore, these political frameworks and hypotheses are generated from outside the African continent and don't really take into account the realities and sources of insecurity of African people, states and societies.

However, the AU recognizes that the UN, given its international mandate, is the most appropriate organization to draw the basic principles of international approaches like SSR, reflecting the point of view of a large majority of Member States, both as recipient and support donor to SSR. In this context, the AU plays a key role in developing and implementing policies and guidelines relating to Africa, to strengthen and inspire the global approach of the UN in SSR. For this, it must, at first, define some specifically African objectives and highlight its values. In the first approach, these goals and values could be defined as follows.

Targets for SSR

The African Union has identified four major objectives to develop SSR:

- develop a political framework so that Member States and Regional Economic Communities (RECs) will be able to formulate, develop, implement, monitor and evaluate the processes of SSR;
- provide a platform for SSR direction, training and capacity building to help individuals, groups and institutions in Africa to be more involved in the SSR process and to establish an African instrument to support and advocate this SSR;

- provide guidance to partnerships with international organizations and other partners working with the AU, RECs and Member States in the SSR process;

- provide a ground for the African contribution to the overall framework of the UN SSR.

Values of the African continent for SSR

The AU highlights nine priority principles in terms of SSR for the African continent:

- African solidarity and partnerships: Member States are encouraged to enjoy the African support that is part of the Constitutive Act of the AU to get the African solidarity and partnership in the SSR process work;
- SSR and regional integration: this policy recognizes the links between an efficient security sector and democratic governance, peace and security which are crucial issues for regional integration in Africa;
- All SSR processes should be based on national approval and be a national commitment;
- External support to SSR must adhere to the vision of the security sector and SSR defined by the country;
- The SSR will adapt to each situation;
- Possible integration for informal and customary institutions of security and for actors of traditional justice in SSR process;
- The SSR must be part of an expended effort to reform and democratize;
- The SSR must subscribe to the basic principles of good governance (rule of law, transparency...);
- The SSR must adhere to the principles of gender equality and the advancement of women.

Significant work remains to be fulfilled to make the principles of the SSR a reality. We can already point out that the specific African goals and values exist and that the African Union, while not disputing the role of the United Nations and the international community as a whole, has a major role to play in its effective implementation within the Continent.



LES ACTIONS DE LA DCSD EN MATIÈRE DE RSS

La question de la réforme du secteur de la sécurité est devenue, depuis une vingtaine d'années, un champ d'investigation pour la recherche, mais surtout un défi sans cesse renouvelé pour les praticiens. Restructurer les forces de sécurité et les besoins d'un État de droit est un processus sociohistorique complexe qui prend du temps et qui est propre à chaque société. Le secteur de la sécurité, domaine régalien par excellence, pilier fondamental de la souveraineté d'un État, du développement d'un pays et de la stabilité d'une Nation, n'échappe pas à cette règle : on n'importe pas un modèle de sécurité clé en main.

La mission de la DCSD

La Direction de la coopération de sécurité et de défense est chargée (DCSD), au sein du ministère des Affaires étrangères et européennes, de la coopération structurelle avec les États étrangers dans les domaines d'activité des forces armées, des services de police et des unités de protection civile. Elle met en œuvre, dans ces domaines et à la demande des pays partenaires, des actions ciblées de formation, de conseil, d'expertise et de soutien. Cette coopération propose des solutions cohérentes, en associant en particulier :

- la mise en place de cursus de formation adaptés et le déploiement d'équipements nécessaires à leur mise en œuvre ;
- la création d'écoles et le développement de filières métier correspondantes ;
- la définition de projets ciblés et l'insertion de conseillers, coopérants ou assistants techniques, au niveau approprié.

Les objectifs de la DCSD en matière de RSS

Dans le domaine qui est le sien, l'offre de coopération de la DCSD contribue aux trois composantes essentielles de la RSS que sont la sécurité, le développement et l'appui à la gouvernance démocratique. En effet, cette coopération tend à mettre en place des instruments de défense et de sécurité en privilégiant un certain nombre d'objectifs :

- **une protection efficace** : la première mission de l'État est de garantir de façon effective la protection de sa population et de son territoire. La DCSD aide les États à se doter de moyens de sécurité performants, incluant des capacités d'aide d'urgence et d'assistance aux populations tels que les services de santé, de transport, de génie militaire, de déminage ou de sécurité civile, sans négliger les unités militaires ou policières susceptibles d'agir, selon les standards onusiens, dans le cadre des missions de paix. Ces capacités, robustes et rapidement déployables, doivent permettre aux pays bénéficiaires de répondre à leurs besoins propres, mais aussi de faire preuve de solidarité internationale en situation de crise ;



– **le respect des standards démocratiques :**

cette question ne doit pas être réduite à celle du cadre légal et des contre-pouvoirs (justice, parlement, médias). L'enracinement de la culture démocratique au sein des forces de l'ordre n'est pas qu'une question de contrôle externe, il suppose aussi l'appropriation d'une déontologie et d'un savoir-faire. C'est pourquoi la DCSD propose des formations au maintien de l'ordre et au maintien de la paix qui, conformément aux standards onusiens, placent l'accent sur l'usage minimal de la force et la protection des civils – notamment des femmes – contre les abus de toute sorte. En outre, la DCSD a mis en place des formations – uniques sur le continent africain – destinées aux enquêteurs de la justice pénale internationale, offrant ainsi des outils adaptés aux processus de justice transitionnelle et de réconciliation nationale.



SSR ACTIONS OF THE DCSD

Over the past twenty years, the issue of the security sector reform has become a field of investigation for research, but also a constant challenge for professionals. Restructuring the security forces and the rule of law's requirements are a complex socio-historical process, which takes time and is specific to each society. As a fundamental pillar of the State sovereignty and of a country's development and stability, the security sector is no exception to this rule.

DCSD's missions

The DCSD is responsible, within the Ministry of Foreign and European Affairs, for structural cooperation with foreign states in military, police and civil protection areas. It implements, at the request of partner countries, targeted actions of training, counselling and material assistance. This cooperation offers consistent solutions, combining in particular:

- *The implementation of adapted training courses and the deployment of its necessary equipment;*
- *The creation of schools and the development of matching professional training;*
- *The definition of targeted projects and the insertion of advisors at the appropriate level.*

The objectives of the DCSD in the field of SSR

In its field, the DCSD cooperation offer contributes to the three essential SSR components that are Security, Development and Support for democratic governance. Indeed, this cooperation develops defence and security instruments through different objectives:

– *Effective protection: the first mission of the State is to ensure effectively the protection of its people and its territory. The DCSD helps States to develop efficient security resources, including emergency aid and assistance to populations such as health services, transport, military engineering, mine clearance or civil security, without neglecting military or police units that can act, according to UN standards, as part of peacekeeping missions. These robust and rapidly deployable capabilities should enable the recipient countries to meet their own needs, but also to demonstrate international solidarity in times of crisis.*

– *Respect for democratic standards: the issue should not be reduced to legal framework and democratic oversight (judiciary, parliament, media). An entrenched democratic culture within the police is not a matter of external control, it also implies the appropriation of ethics and know-how. This is why the DCSD offers law enforcement and peacekeeping training, which according to UN standards, place emphasis on minimal use of force and on civilian protection from abuses of any kind. In addition, the DCSD has set up training sessions for the investigators of international criminal justice, providing adapted tools to transitional justice and national reconciliation processes.*



Le volet formation de la RSS

Beaucoup de pays africains connaissent une démographie en forte croissance et des difficultés de formation et d'insertion d'une jeunesse, première victime de l'instabilité du continent. L'outil sécuritaire doit ainsi prendre toute sa place dans l'intégration sociale et l'aide au développement. La DCSD contribue à cette ambition avec son modèle de Service civique d'aide au développement (SCAD) qui concrétise le lien entre développement et sécurité. Il s'agit de proposer à des jeunes volontaires une formation professionnelle dans un métier choisi, en environnement militaire, souvent seul cadre structuré dans les pays considérés.

Au terme d'une formation professionnelle d'un an, incluant une formation civique et une formation technique, les volontaires participent au développement du pays au service de l'État (chantiers nationaux, fermes d'État, travaux d'intérêt national...) avant d'être réinsérés dans des emplois civils préalablement identifiés avec les entreprises ou le monde rural. Sous différentes appellations, le projet « SCAD » a déjà été décliné à Madagascar, à Djibouti, au Tchad, en Tunisie, au Burundi, au Bénin, au Mozambique. Il est désormais aussi décliné en Guinée et en République de Côte d'Ivoire. Dans ces deux derniers pays, la mise en place du projet s'inscrit en partie dans le processus « Désarmement – Démobilisation – Réinsertion » (DDR) en cours (en ciblant les jeunes soldats recrutés pendant la crise).

Training component of the SSR

Many African countries are experiencing a strong demographic growth and difficulties to train and to integrate young people, first victims of the continent instability. The security tool must take its place in social integration and development assistance. The DCSD contributes to this goal with the Civic Service for Development Aid (SCAD), concrete link between development and security. It offers to young volunteers a professional training in a skill they choose themselves, in a military environment which is often the only structured framework remaining.

After a one year training session, including civic education and technical training, volunteers are involved in their country development (national sites, state farms, works of national interest ...) before being integrated into the local economy within companies previously identified or in rural areas. This project has been developed under different names in Madagascar, Djibouti, Chad, Tunisia, Burundi, Benin, Mozambique. It is now also implemented in Guinea and Côte d'Ivoire where it will be part of the current «Disarmament - Demobilization - Reintegration» (DDR) process (targeting young soldiers recruited during the crisis).





VERS UNE SORTIE DE CRISE EN RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Dès la fin de la crise en avril 2011, la France s'est engagée dans un processus d'appui à la RSS en Côte d'Ivoire. Une mission pluridisciplinaire a présenté en juin 2011 au Président Ouattara un ensemble de propositions reposant sur un engagement de la France à la fois au plan bilatéral et au plan multilatéral. Trois défis majeurs se posent à ce pays : réconciliation, démobilisation, et reconstruction. Pour répondre à chacun de ces défis, il faut enclencher une double dynamique : lancer simultanément des actions immédiates pour convaincre que la reconstruction est amorcée, et une restructuration sur le long terme pour adopter un outil de défense et de sécurité cohérent.

Réconciliation

Le défi de la réconciliation ressort avant tout de la responsabilité ivoirienne. Après avoir procédé à la nomination des nouveaux chefs et à un recensement des troupes, les autorités ivoiriennes sont confrontées à la nécessité de réunifier l'armée et les forces de sécurité intérieure. La réconciliation ne se décrète pas, mais elle passe par des mesures concrètes et nécessairement par un travail en commun des autorités des deux camps.

D'une part, il convient de lancer des actions immédiates pour convaincre la société ivoirienne qu'une réconciliation rapide est non seulement possible, mais déjà en marche. Des actions civilo-militaires (ACM), visant à réhabiliter dans des villages dévastés des infrastructures déficientes (écoles, dispensaires, ponts, pistes...) avec des équipes composées de militaires issus des factions rivales de la crise, permettent de montrer rapidement et concrètement que les acteurs sécuritaires sont désormais capables de travailler ensemble et donc tournés vers l'avenir. De plus, le fait d'œuvrer pour la population facilite aussi leur réintégration dans le paysage national. Enfin, les projets réalisés sont véritablement utiles dans le cadre de la reconstruction du pays. Ces actions ont déjà été mises en œuvre avec succès par la force Licorne en Côte d'Ivoire au lendemain des accords de Ouagadougou.

TOWARDS AN END OF THE CRISIS IN RCI

By the end of the crisis in April 2011, France has undertaken to support SSR in Côte d'Ivoire. In June 2011, a multidisciplinary mission presented to the President Ouattara a set of proposals based on a French commitment on both bilateral and multilateral level. This country faces three major challenges: reconciliation, demobilization and reconstruction. To answer each of these, a double dynamic should be triggered: launching at the same time immediate actions (to convince that the rebuilding has begun) and a long-term restructuring process (to adopt a coherent defence and security tool).

Reconciliation

Reconciliation challenge emerges as an Ivorian responsibility. After the appointment of new leaders and troops census, the Ivorian authorities face the need to reunify army and homeland security forces. Reconciliation can not be imposed, but it passes through concrete measures and through a joint work of the authorities from both sides.

On the one hand, immediate actions are necessary to convince the Ivorian society that a fast reconciliation is not only possible but already happening. Civil and military actions (ACM) aiming at infrastructure rehabilitation (schools, clinics, bridges, tracks...) in devastated villages with teams of soldiers from rival factions, can quickly and concretely show that security actors are now able to work together. Moreover working to the benefit of the population also facilitates their reintegration. Finally, these projects are really useful as part of the country's reconstruction. These ACM have already been implemented successfully by the Licorne force in the aftermath of the Ouagadougou agreement.



En parallèle, il faut mettre en œuvre un processus de dialogue entre les parties et prendre le temps d'une réconciliation en profondeur pour retrouver une véritable identité nationale. Priorité du Président Ouattara, la création d'une commission « Vérité, Dialogue et Réconciliation », confiée à Monsieur Charles Konan Bany, ex-premier ministre, permet ainsi de lancer ce processus de réconciliation nationale.

Démobilisation

Le défi de la démobilisation ressort aussi bien des Ivoiriens que de la communauté internationale et implique une forte volonté politique et un accompagnement déterminé et pérenne des Ivoiriens. Le double exercice de réflexion sur le schéma de l'armée ivoirienne future et du recensement des troupes doit permettre d'identifier la population d'ex-combattants à démobiliser.

À moyen terme, l'ONUCI pilote le dispositif global de DDR qui permet de démobiliser des effectifs importants. Le

préséminaire DDR/RSS, qui s'est tenu du 21 au 23 septembre 2011 à Abidjan, a permis de jeter les bases du processus de réforme et de lancer un état des lieux dont les conclusions devraient être rendues très prochainement à l'ONU.

Pour autant, il est possible aussi en ce qui concerne la démobilisation d'appliquer une double stratégie. Ainsi, en parallèle de ces grands programmes traditionnels de DDR (qui représentent la stratégie de long terme), l'expérience des microprojets pour les ex-combattants peut être adoptée pour montrer que cette question est elle aussi rapidement et concrètement prise en compte en attendant le démarrage effectif du DDR dont la mise en place prendra techniquement plusieurs mois. Il s'agit de proposer à des petits groupes d'ex-combattants volontaires et originaires de la même région une insertion autour de projets économiques modestes qu'ils ont identifiés localement dans leur village d'origine qu'ils souhaitent réintégrer (restaurants, fermes d'élevage, exploitations agricoles...), en les aidant financièrement à acquérir le fond de commerce, l'équipement et l'éventuelle infrastructure nécessaire et en les accompagnant dans la phase d'installation. Comme les ACM, ce projet a déjà été testé avec succès à la même période en République de Côte d'Ivoire.

Reconstruction

Le défi de la reconstruction relève de la responsabilité de l'ensemble des acteurs, ivoiriens comme multilatéraux, intéressés par la mise en place d'un programme RSS. Dans ce domaine encore, il s'agit d'enclencher une double dynamique basée sur des « actions immédiates » d'une part, et sur des réformes structurelles de plus long terme d'autre part.

En matière de réorganisation, une série d'actions immédiates, relevant essentiellement de la formation, a été enclenchée dès la mi-2011, pour convaincre la population ivoirienne, la communauté internationale mais aussi les forces armées et de sécurité qu'une nouvelle époque débute pour la Côte d'Ivoire. Cela se traduit par des réalisations concrètes, visibles et valorisantes proposées aux acteurs de la sécurité : relance de l'offre de stages, missions d'experts et audits, organisation de stages de formation ou encore livraison d'équipements (véhicules, matériel d'instruction, informatique...). Chaque pilier (forces armées, gendarmerie, police, protection civile) doit être bénéficiaire de ces actions immédiates. Ainsi, les futurs experts de domaines particuliers comme la protection civile, la santé, le déminage, le génie... peuvent être formés rapidement, et pourront, du fait de leur domaine de compétence, participer très concrètement à la sortie de crise. Parallèlement, l'appui à la constitution d'un bataillon dédié aux opérations de maintien de la paix pourrait participer au « recentrage » des forces armées sur leur métier et à l'amélioration de leur image.





In parallel, authorities must implement a process of dialogue between the parties and take the time to re-establish a true national identity. As President Ouattara's priority, this process of national reconciliation takes the form of the "truth, dialogue and reconciliation" commission entrusted to Mr. Charles Konan Bany, former prime minister.

Demobilization

Demobilization challenge is both Ivorian and the international community responsibility. It requires a strong political will and a determined and sustained support of the Ivorian people. The double reflection exercise on the scheme of the Ivorian army and troops' future census should lead to identify the population of ex-combatants to be demobilized.

The UNOCI leads the comprehensive process of DDR that allows the demobilization of a large number of soldiers. The pre-seminar DDR/SSR, which was held from September 21st to 23rd 2011, in Abidjan, has laid the foundations for the reform process and launched an inventory whose conclusions should be reported very soon to the UN.

However, it is also possible to apply a double strategy in demobilization matter. In parallel to these great traditional DDR programs (which represent the long-term strategy), the micro experience for ex-combatants can be used to show that this issue is also rapidly and specifically taken into account until the effective start of the DDR (whose implementation will technically take several months). This is to offer small groups of ex-combatants and volunteers from the same region, a chance to enter the local economy through modest economic pro-

jects, in their home villages they wish to return (restaurants, farms livestock, farms ...), by providing assistance in acquiring leasehold, equipment and any necessary infrastructure and by supporting them in the installation phase. Such as ACM, the project has already been successfully tested in the same period in RCI.

Reconstruction

Reconstruction challenge is all stakeholders' responsibility, Ivorian people as well as multilateral actors, interested in setting up an SSR program. Here again, this is a double trigger dynamic based on "immediate actions" on the one hand, and on longer term structural reforms on the other.

A series of immediate actions, essentially in training area, was triggered in mid-2011, to convince the Ivorian population, the international community but also the defence and security forces that a new era has begun for Côte d'Ivoire. This is expressed through rewarding, visible and concrete achievements proposed to security actors: boosting training offers, expert missions and audits, organization of training courses or equipment delivery (vehicles, learning materials, computer...). Each pillar (armed forces, gendarmerie, police, civil protection) must immediately benefit from these actions. Thus, future experts in specific fields such as civil protection, health, demining, engineering... can be quickly trained, and may take part to the emerging from conflict. Meanwhile, support for the implementation of a battalion dedicated to peacekeeping operations could be a part of military focus on their core competence and could improve their image.

À la demande des autorités ivoiriennes, un audit des quatre piliers (défense, police, gendarmerie, protection civile) a été conduit en septembre 2011. En parallèle de la dynamique d'actions immédiates, cet audit a souligné l'importance de mettre en œuvre des réformes structurelles en initiant une profonde restructuration sur le long terme des forces armées et des forces de sécurité ivoiriennes. Pour cela, la DCSD a mis à disposition, dès l'été 2011, des conseillers auprès du Président de la République et de la Primature en vue de participer à une réflexion stratégique (Livre orange) pour bâtir l'outil sécuritaire dont a besoin la Côte d'Ivoire et dont les conclusions permettront la restructuration de chacun des piliers du domaine sécuritaire. À l'été 2012, ce dispositif sera complété par la mise en place d'une dizaine de coopérants dans les domaines du conseil et de la formation pour appuyer la conception et la mise en œuvre de cette restructuration. Dans les domaines de la sécurité intérieure et de la protection civile, la Côte d'Ivoire a ou va intégrer plusieurs projets du FSP (AFORMA, ASACA, ALCAO, APCA) destinés à former les forces de sécurité, à renforcer la sécurité aéroportuaire, à lutter contre le trafic de cocaïne ou à renforcer les services de protection civile.

Focus sur le projet SCAD ivoirien

Le Service civique d'action pour le développement (SCAD) est un concept destiné à être proposé à des pays africains sortant de crise ou à ceux dont le manque de développement menace la paix sociale.

Le SCAD a pour objectif de contribuer à la formation professionnelle de la jeunesse, concourant ainsi à la stabilité et au développement économique. Concrètement, il s'agit de proposer un service national à de jeunes volontaires qui, après une période d'adaptation puis de formation à un métier choisi, effectuent au profit du pays une phase d'application de ce métier appris, avant d'être insérés dans la vie économique locale. Ce projet nécessite une volonté politique forte du pays partenaire qui s'y engage. Il est éligible aux financements extérieurs des grands bailleurs de fonds.

En réponse à la demande exprimée par l'État ivoirien face à la situation de sa jeunesse, la DCSD a réalisé, durant tout le deuxième semestre 2011, une étude de faisabilité sur l'implantation du SCAD. Cette étude a permis d'établir que le SCAD trouve en Côte d'Ivoire un champ d'action particulièrement propice, qui séduit à la fois les institutions gouvernementales concernées, les bailleurs de fonds potentiels et les acteurs économiques locaux. Il pourrait démarrer dans l'année 2012, avec notamment l'ouverture du premier centre-témoin de Treichville. À terme, le SCAD devrait permettre de former et d'insérer durablement 3 000 jeunes chaque année. Le financement de ces douze centres pourrait s'appuyer sur le Contrat de désendettement et de développement (C2D) déclenché par la France pour ce pays.

Par ailleurs, l'UA souhaite s'appuyer sur le projet ivoirien pour développer ce concept sur le continent. Elle pourrait en particulier organiser un séminaire sur ce thème à Abidjan, auquel participeraient l'ensemble des pays africains intéressés par le sujet.





At the request of the Ivorian authorities, an audit of the four pillars (defence, police, gendarmerie, civil protection) was conducted in September 2011. The audit highlighted the importance of implementing structural reforms by initiating a long term major restructuring plan of the Ivorian military and security forces. For this, since the summer of 2011, DCSD has put advisers at the President of the Republic and the Prime Minister's disposal. They take part in a strategic thinking (Orange Book) to build the security tool that Côte d'Ivoire needs. The conclusions of these reflections will help to restructure each pillar of the security field. By the summer 2012, this plan will be reinforced with ten cooperation workers specialised in the fields of consulting and training in order to support this restructuring program. In the areas of Homeland Security and civil protection, Côte d'Ivoire will implement several projects of the Priority Solidarity Fund (AFORMA, ASACA, ALCAO, APCA) to train security forces, to strengthen security airport, to fight against cocaine trafficking and to strengthen civil protection services.

Focus on the Ivorian SCAD project

The Civic Service of Action for Development (SCAD) is a concept intended to be offered to African countries emerging from crisis or those with a lack of development that threatens social peace.

The SCAD aims to contribute to the professional training of youth, to encourage stability and economic development. Specifically, it proposes a national service for young volunteers who, after a period of adjustment and training in a chosen profession, perform an application phase of this learned profession for the benefit of the country, before being inserted into the local economy. This project requires a strong political commitment of the partner-country. It is eligible for external funding.

At the request of the Ivorian government about youth situation, the DCSD has conducted, throughout the second half of 2011, a feasibility study on SCAD implementation. This study showed that Côte d'Ivoire is perfectly eligible to the SCAD, which appeals to relevant government institutions, potential donors and local businesses. It could start in 2012, with the opening of the first pilot-centre in Treichville. Eventually, the SCAD will train 3,000 young people each year. Funding for these 12 centres could be based on the Debt-reducing and Development Contract (C2D) triggered by France for this country.

Moreover, the African Union could rely on the Ivorian project to develop this concept on the whole continent. The AU could especially hold a seminar on this theme in Abidjan, involving all African countries interested in the subject.



UNE OUVERTURE EN GUINÉE CONAKRY

Le processus de RSS en Guinée Conakry est lancé à la demande du Président Alpha Condé au printemps 2011 avec le rapport Cissé et fait l'objet d'une coopération internationale. La RSS guinéenne a aujourd'hui franchi une étape importante : 4 000 militaires viennent d'être démobilisés. Il s'agit d'une évolution historique pour le pays sous la conduite du Président Condé.

La RSS en Guinée

En prise à une situation difficile au plan sécuritaire depuis l'indépendance, la Guinée a su élire en 2010, de façon libre et transparente, son Président de la République. L'arrivée du Président Alpha Condé constitue une étape décisive dans la stabilisation du pays. Peu après son élection, celui-ci a demandé l'appui de la communauté internationale dans la mise en place d'un processus de RSS.

Avec l'appui des partenaires, la réforme des forces de sécurité a démarré, et une première partie des réformes a été mise en place : démilitarisation de Conakry, modernisation

du cadre juridique (adoption du statut des militaires, du Code de conduite et du Code de justice militaire), recensement biométrique des forces de sécurité et mise à la retraite d'une partie des forces militaires. D'autres réformes sont prévues.

Par ailleurs, la Guinée devient bénéficiaire du projet du FSP ASECMAR, programme d'aide au renforcement du secteur de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, avec le Nigeria, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Focus sur le SCAD guinéen

Créée par décret du président de la République de Guinée en 2011, l'Agence du service civique d'action pour le développement (ASCAD) a connu une longue montée en puissance et entre désormais de plain-pied dans sa phase opérationnelle.

L'infrastructure mise à la disposition de l'ASCAD à Conakry pourra accueillir la direction de l'Agence et le centre de formation citoyenne et professionnelle pour un effectif total de 700 volontaires. Un autre centre va également être mis en place à Labé. Il pourra accueillir 300 volontaires. L'ouverture de ces centres est prévue à partir de 2013. La formation des 58 formateurs (34 civils et 24 militaires), aux profils très divers, conduite avec l'aide de la DCSD, s'est achevée en mars dernier. L'ASCAD devrait commencer son activité rapidement.

À terme, la Guinée devrait accueillir quatre pôles régionaux de formation et former près de 2 000 stagiaires par an. Comme pour tout projet de ce type, cette cible numérique tient compte des capacités réelles d'insertion dans les filières enseignées.





OPENING IN GUINEA

The SSR process in Guinea was launched at the request of the President Alpha Condé in spring 2011 with the Cissé report. This process is supported by an international cooperation. The Guinean SSR has now reached an important milestone: 4,000 militaries have just been demobilized. This is a historic development for the country under the leadership of President Condé.

SSR in Guinea

Engaged in a difficult situation in terms of security since independence, Guinea has freely and transparently elected the President of the Republic in 2010. The arrival of President Alpha Condé is a crucial step in stabilising the country. Shortly after his election, he asked for support from the international community to implement a SSR process.

With partners' support, the reform of the security forces started, and the first part of the reforms has been achieved: Conakry demilitarisation, improvement of the legal framework (adoption of the military status, of the code of conduct and of the code of Military Justice), biometric census of the security forces and retirement of a portion of the military forces. Further reforms are planned.

Furthermore, Guinea is part of the beneficiaries of the project of the Priority Solidarity Fund (FSP) ASECMAR, program to strengthen the maritime security sector in the Gulf of Guinea.

Focus on the Guinean SCAD

Created by a presidential decree in 2011, the Civic Service Agency of Action for Development (ASCAD) slowly built up and now enters in its operational phase.

The infrastructure available to the ASCAD in Conakry will accommodate the Agency management and the civic and professional training centre for a total of 700 volunteers. Another centre will also be implemented in Labe. It will accommodate 300 volunteers. These centres are set to open in 2013. The training of 58 trainers (34 civilians and 24 servicemen), all of them from a wide range of professions, was completed in March with the help of the DCSD. The ASCAD should quickly start the activity.

Eventually, Guinea should accommodate four regional training centres and train about 2,000 volunteers a year. As with any project of this type, the numeric target reflects the actual capabilities of insertion in the fields taught.



LE PROJET DE FSP RSS EN AFGHANISTAN

Le projet afghan du FSP intitulé Réforme des secteurs de sécurité (RSS) a été mis en place par le MAEE au début de l'année 2010 à la demande des autorités afghanes. Ce FSP a dès l'origine eu pour finalité de contribuer au renforcement de la sécurité intérieure (volet relevant de la DCSD), à la consolidation de l'État de droit et à l'amélioration des relations entre les institutions étatiques et la population.

Mise en place d'une gouvernance démocratique

Projet par essence transverse, piloté à Kaboul par le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France et à Paris par la mission pour la gouvernance démocratique (MGD), il apporte un appui à différents acteurs de la RSS : Parlement, ministère de l'Intérieur, ministère de la Justice, Cour suprême, faculté de droit de Kaboul, dans la continuité de la coopération franco-afghane entreprise depuis 2004.

Un montant de 3,6 M d'euros a été alloué pour l'ensemble de ce FSP, dont près de la moitié pour la composante police. Ce projet est mis en œuvre par une équipe de trois experts techniques internationaux (ETI).

Le rétablissement de l'État de droit en Afghanistan, comme l'ont affirmé les conférences de Rome (2007), Paris (2008), Londres (2010) et Bonn (2011), est en effet perçu comme la condition essentielle à tout développement économique et social. Le projet RSS a dès lors permis d'unifier les différents efforts entrepris dans un seul et même cadre. Les trois ETI

sont placés auprès du Parlement (chef de projet), de la faculté de droit et de sciences politiques, et du ministère de l'Intérieur pour le volet « Police », relevant plus particulièrement de la DCSD.

Des thématiques de sécurité intérieure variées

L'action de la composante police est dirigée vers plusieurs thématiques :

- appui à la lutte contre le trafic de stupéfiants ;
- appui au laboratoire de police scientifique de Kaboul et de l'aéroport d'Herat ;
- appui aux brigades des mineurs ;
- appui à la lutte contre la fraude documentaire ;
- création d'un service de protection des hautes personnalités.

Ces thématiques sont abordées selon trois axes : formations, visites d'étude et aides à la reconstruction ou dons d'équipement.



L'axe formation

En 2011, plusieurs actions de formation ont été dispensées par des experts français de sécurité intérieure. Ainsi, onze actions de formation ont été effectuées à Kaboul, sur des thèmes aussi divers que l'audition des mineurs, les techniques d'enquête en police judiciaire, les précurseurs chimiques, la formation à la police scientifique, et surtout la protection des hautes personnalités. Ces actions ont mobilisé 34 experts français et ont permis la formation de 170 policiers afghans.

En 2012, vingt actions de formations sont prévues. Ces dernières sont toutefois subordonnées à la situation sécuritaire du pays, qui peut être différente selon les régions. Ainsi, l'expert technique international, envoyé à Herat, dans l'est du pays en février dernier, a malheureusement dû annuler une formation sur la fraude documentaire pourtant prévue en raison de la situation incertaine régnant dans la ville.



SSR PROJECT IN AFGHANISTAN

The Afghan project of FSP called "Reform of the security sector (SSR)" was set up at the beginning of 2010 by the Ministry of Foreign and European Affairs at the request of Afghan authorities. The purpose of this FSP is to contribute to strengthen internal security (DCSD component), consolidate the rule of law and improve relations between state institutions and the public.

Establishment of democratic governance

Led by the Department of Cooperation and Cultural Action (SCAC) of the French Embassy in Kabul and by the mission for democratic governance (MGD) in Paris, this cross-disciplinary project provides support for various players in the SSR: Parliament, Homeland Ministry, Ministry of Justice, Supreme Court, Kabul Law Faculty, in the continuation of the Franco-Afghan cooperation started in 2004.

An amount of € 3.6 million was allocated for this FSP, nearly half of it dedicated to the police component. This project is implemented by three international technical experts (ETI).

The restoration of the rule of law in Afghanistan, as stated by the conferences of Rome (2007), Paris (2008), London (2010) and Bonn (2011), is indeed seen as the prerequisite for any economic or social development. The SSR has therefore helped unify the various efforts undertaken, in a single framework. The three ETI are placed before Parliament (project manager), the Faculty of Law and Political Science, and the Homeland Ministry for police component.

Various themes of internal security

The action of the police component is directed toward several themes:

- Supporting the fight against drug trafficking;*
- Supporting the forensic laboratory in Kabul and Herat Airport;*
- Supporting minors brigades;*
- Supporting the fight against document fraud;*
- Creation of a VIPs' protection department.*

These issues are considered in three ways: training, study visits and reconstruction aid or equipment gifts.

The training aspect

In 2011, several training sessions were provided by French experts in homeland security. 11 training activities were carried out in Kabul, on topics as diverse as juvenile hearing, police investigation techniques, chemical precursors, training in forensic science and protection of high personalities. These actions have mobilized 34 French experts and have helped train 170 Afghan policemen.

In 2012, 20 training sessions are planned. These are however made conditional with the security situation, which may differ depending on the region. Thus, the international technical expert, sent to Herat in the east of the country last February, has unfortunately had to cancel training on document fraud, because of the uncertain situation prevailing in the city.



Des voyages d'étude formateurs

Les visites sont un autre volet important de la composante police car elles permettent à de hauts responsables afghans de s'inspirer de nos méthodes de travail lors de voyages d'études. Ainsi, cette année, les visites du chef de la police aux frontières de l'aéroport de Kaboul, puis d'un haut responsable de la lutte antinarcotique et d'un magistrat, et d'autres encore, sont programmées.

Une reconstruction progressive

Le don d'équipements occupe également une place importante dans le projet. Il a ainsi été procédé à l'achat d'équipements spécifiques (machine à détecter les faux documents pour l'aéroport d'Hérat, transformateur électrique pour le Counter Narcotics Training Academy (CNTA), dons de matériels informatiques pour les services de police, fournitures pour salles de sport...). En outre, une aide substantielle a été apportée à la restauration de la toiture de la brigade des mineurs de Takhar.

Study tours

Tours are another important part of the police component. They allow senior Afghan officials to build on our working methods during study trips. This year, some visits are already planned: border police chief of the Kabul airport, senior official of the anti-narcotic brigade, magistrate.

A gradual reconstruction

The donation of equipment is also highly important in the project. Specific equipments were thus purchased (false documents detector for Herat airport, electrical transformer for the Counter Narcotics Training Academy (CNTA), donations of computer equipment for police services...). In addition, substantial assistance was provided to restore the roof of the Juvenile centre in Takhar.



LA LIBYE : POINT DE SITUATION

La Libye a entamé, il y a près d'un an, une période de transition politique. Dans ce contexte, la coopération structurelle de sécurité et de défense demandée par la Libye et proposée par la France s'appuie sur une approche « double dynamique » : engager une réflexion de long terme au niveau stratégique en vue de construire un outil de sécurité et de défense cohérent, et, simultanément, lancer des actions immédiates au bénéfice des quatre piliers sécuritaires (forces armées, police, gendarmerie, protection civile) visant à convaincre que la reconstruction est amorcée. Les principaux besoins exprimés par les nouveaux dirigeants libyens concernent l'organisation et l'emploi de leur outil de sécurité et de défense, à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Ils souhaitent cependant garder la maîtrise de ces tâches régaliennes, surtout tant que la légitimité de leur combat n'aura pas été traduite par les urnes.

Le capital de confiance engrangé par la fraternité d'armes créée lors de la résolution de la crise peut permettre à la France d'aider les dirigeants libyens à surmonter les dilemmes auxquels ils sont confrontés. Dans le domaine de la défense, la DCSD coopérera à la restauration de la maîtrise de l'espace terrestre, maritime et aérien par les forces armées libyennes. Un appui français à la réorganisation de celles-ci pourra viser, dans un deuxième temps et dans la mesure où les Libyens le demandent, à mettre sur pied une véritable armée nationale.

En matière de sécurité intérieure, l'impératif du désarmement des miliciens doit être concilié avec la recherche de l'équilibre entre prérogatives centrales et locales. Pour répondre à ces besoins, l'offre française de coopération couvre ces différents niveaux. Dans le domaine de la sécurité civile, enfin, la France propose son modèle basé sur le volontariat, de nature à favoriser l'émergence d'une conscience citoyenne, souhaitée par les nouveaux dirigeants.



LIBYA: POINT OF SITUATION

Nearly a year ago, Libya began a period of political transition. In this context, the structural cooperation in security and defence area requested by Libya and proposed by France is based on a «double dynamic» approach: starting a long-term strategic thinking to build a coherent defence and security tool, and, simultaneously, initiate immediate actions for the benefit of the four security pillars (armed forces, police, gendarmerie, civil protection) to convince that the rebuilding has begun. The main needs expressed by the new Libyan officials concern the organization and use of their security and defence tool, at all levels and in all sectors. However they wish to keep control of these sovereign tasks, especially as long as their struggle legitimacy has not been confirmed through the ballot box.

The level of trust acquired by the brotherhood of arms created during the crisis resolution may allow France to help the Libyan leaders to overcome the dilemmas they are facing. In the field of defence, DCSD will cooperate to restore the monitoring of the land, sea and air control by the Libyan armed forces. French support for their reorganization may then be directed to establish a real national army but only in a second time and at the Libyan request.

In the homeland security matter, the necessity of disarming the militia must be reconciled with the search for balance between central and local prerogatives. To meet these needs, the French offer of cooperation covers all those levels. Finally, in the field of civil security, France proposes its model based on volunteerism, to favour the emergence of a civic conscience, desired by the new leaders.



LES COOPÉRANTS MILITAIRES EN SOUTIEN D'URGENCE À LA POPULATION DE BRAZZAVILLE

Le 4 mars 2012 au matin, plusieurs très fortes explosions se sont produites dans deux dépôts de munitions de Mpila situés au cœur de la capitale congolaise. Elles ont totalement détruit les infrastructures et habitations dans une zone d'1 km de rayon et les ont endommagées jusqu'à 2 km de l'épicentre, faisant plus de 200 morts, 2 300 blessés et laissant 14 000 personnes sans abri. La France a aussitôt proposé son aide au gouvernement congolais, qu'elle provienne de l'ambassade de France à Brazzaville, du Centre de crise du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du dispositif DCSD de Brazzaville et de Libreville... Lors de cette crise, les coopérateurs civils et militaires français se sont mobilisés pour apporter leur soutien à la population.

Dès le premier jour, le médecin en chef coopérant auprès du Service de santé des armées congolaises, a participé à la prise en charge des blessés. Des cours de secourisme ont été dispensés par le coopérant alors déployé en mission de renfort temporaire, tandis qu'une dizaine de coopérateurs militaires se mobilisaient pour monter une soixantaine de tentes, données par le MAEE et les forces françaises au Gabon, au profit de la communauté française, dans un premier temps, puis au profit des sans-abri congolais par la suite, avec l'appui des forces armées congolaises.

Des cadres de l'École de Génie-Travaux de Brazzaville ont également été mobilisés afin de déblayer les débris dus à l'explosion. Les équipements de cette École nationale à vocation régionale (ENVR) ont été d'une grande utilité pour ces travaux et ont aidé à la construction d'un dépôt temporaire pour stocker les munitions ramassées.

Par ailleurs, le coopérant militaire en poste au sein de cette ENVR, expert du génie civil et du déminage, a été employé comme élément d'évaluation des risques auprès de l'ambassade de France et des forces armées congolaises pour tous les problèmes liés à la pollution par munitions dispersées au cours des explosions. Il a ensuite été détaché en appui à l'équipe d'évaluation et d'intervention neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs (NEDEX) des FFG, déployée à Brazzaville pour participer aux opérations de dépollution.

Le Département a également acheminé dès le 5 mars une aide d'urgence avec 2,5 tonnes d'aide médicale, tandis qu'une équipe notamment composée de dix-neuf experts de santé est venue renforcer le système hospitalier congolais et a participé à la prise en charge médicale des blessés les plus gravement touchés.

THE MILITARY COOPERANTS PROVIDE EMERGENCY SUPPORT TO BRAZZAVILLE PEOPLE

On the morning of March 4th, 2012, several strong explosions occurred in two ammunition dumps in Mpila located in the heart of the Congolese capital. Infrastructures and houses were completely destroyed in an area of 1 km radius and were damaged up to 2 km from the epicentre. More than 200 people were killed, 2,300 were injured and 14,000 left homeless. France immediately offered assistance to the Congolese government, whether from the Embassy of France in Brazzaville, the Crisis Centre of the Ministry of Foreign and European Affairs, DCSD cooperant workers of Brazzaville and Libreville... During this crisis, the French military and civilian cooperants were mobilized to provide support to the people.

From day one, the French chief medical officer, working as cooperant with the Health Department of Congolese armies took part in the care of the wounded. First aid courses were also taught by an officer deployed on temporary mission, while a dozen military cooperant workers were mobilized to build sixty tents, provided by the MAEE and the French forces in Gabon (FFG), for the benefit of French community, at first, then for the benefit of homeless Congolese with the help of the Congolese army.

Members of the Construction Engineer School of Brazzaville were also mobilized to clear the debris from the explosion. The equipment of this regionally-oriented national school (ENVR) was of great use for this work and helped build a temporary storage for the ammunition collected.

In addition, the French military cooperant working for this ENVR, an engineering and demining expert, was used as consultant on risk assessment by the French Embassy and the Congolese armed forces for all problems related to ammunition pollution. He was then detached to support the evaluation and intervention team sent by the FFG to Brazzaville to participate to the cleanup operations.

From March 5th, the Department also sent emergency aid: 2.5 tons of medical aid and a team composed of 19 health experts who strengthened the Congolese hospital system and contributed to the management of medical care for the most severely injured.





VOS CONTACTS

DIRECTION

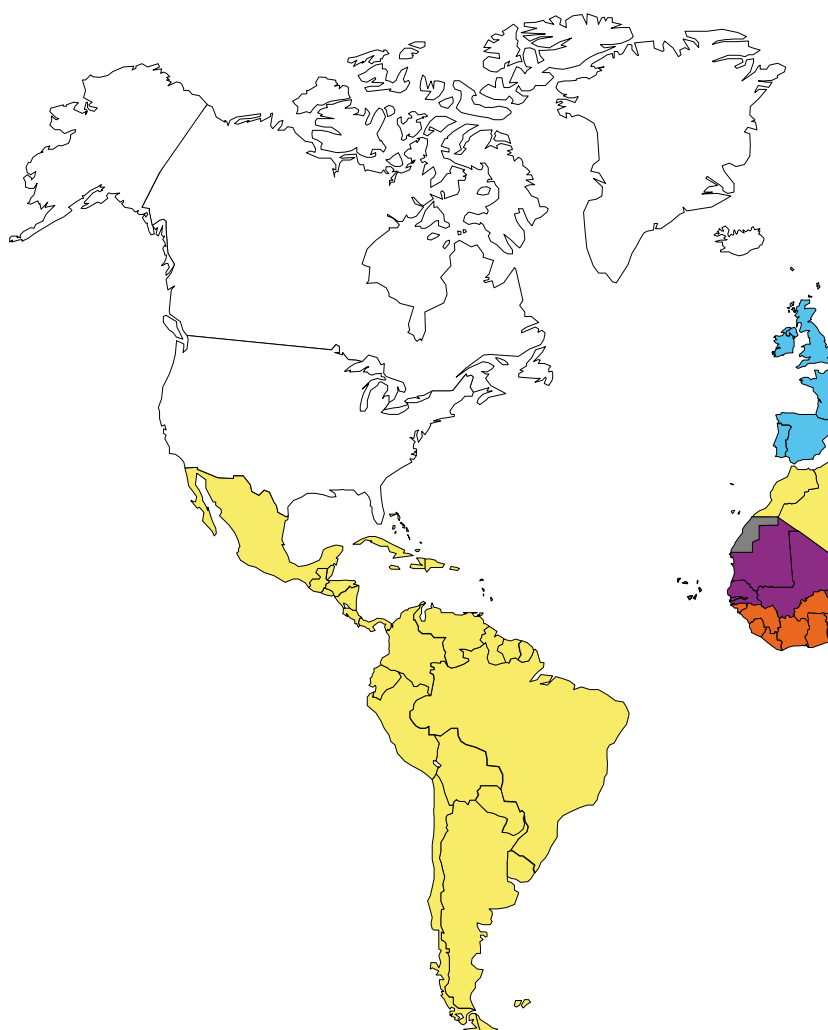
**Directeur de la Coopération
de Sécurité et de Défense**
Bruno CLÉMENT-BOLLÉE (GCA (T))
Tél 01.43.17.88.20



Directeur Adjoint
Thierry VANKERK-HOVEN
Tél 01.43.17.88.22



Secrétariat de la direction
Tél 01.43.17.94.24



BUREAU DES CHARGÉS DE MISSION

Contrôle de gestion
Jean-Albert MARION (CC (M))
Tél 01.43.17.83.75



Communication
Stéphanie PAYRAUDEAU (LV (M))
Tél 01.43.17.93.04



**Prospective /
Colloques et accords**
Sébastien BERGEON (CNE (T))
Tél 01.43.17.99.32



BUREAUX SPÉCIALISÉS

Bureau Colloques et Accords
Luc SEROT ALMERAS
Tél 01.43.17.97.69



**Bureau des Survol
et Escales navales**
Geneviève KONG-HERVE
Tél 01.43.17.87.50



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**Sous-direction
Afrique subsaharienne**
Luc de REVEL (COL (T))
Tél 01.43.17.81.42



**Autres pays Afrique Ouest
CEDEAO**
Hilaire COURAU (LCL (T))
Tél 01.43.17.88.32



Afrique centrale CEEAC
Christophe GIRIN (CF (M))
Tél 01.43.17.82.42



**Afrique australe, de l'Est,
COI, SADC, IGAD**
Philippe HARISTOY (LCL (T))
Tél 01.43.17.93.86



Pays sahélo-sahariens,
André FLORET (LCL (G))
Tél 01.43.17.94.04



MONDE

Sous-direction Monde
Louis BLIN
Tél 01.43.17.94.22



Moyen-Orient, Levant
Bruno COMMARMOND (LCL (A))
Tél 01.43.17.88.85



**Maghreb, Égypte,
Amérique latine**
Arnaud de PAMPELONNE (LCL (T))
Tél 01.43.17.83.20



Liban
Jean-Albert MARION (CC (M))
Tél 01.43.17.83.75



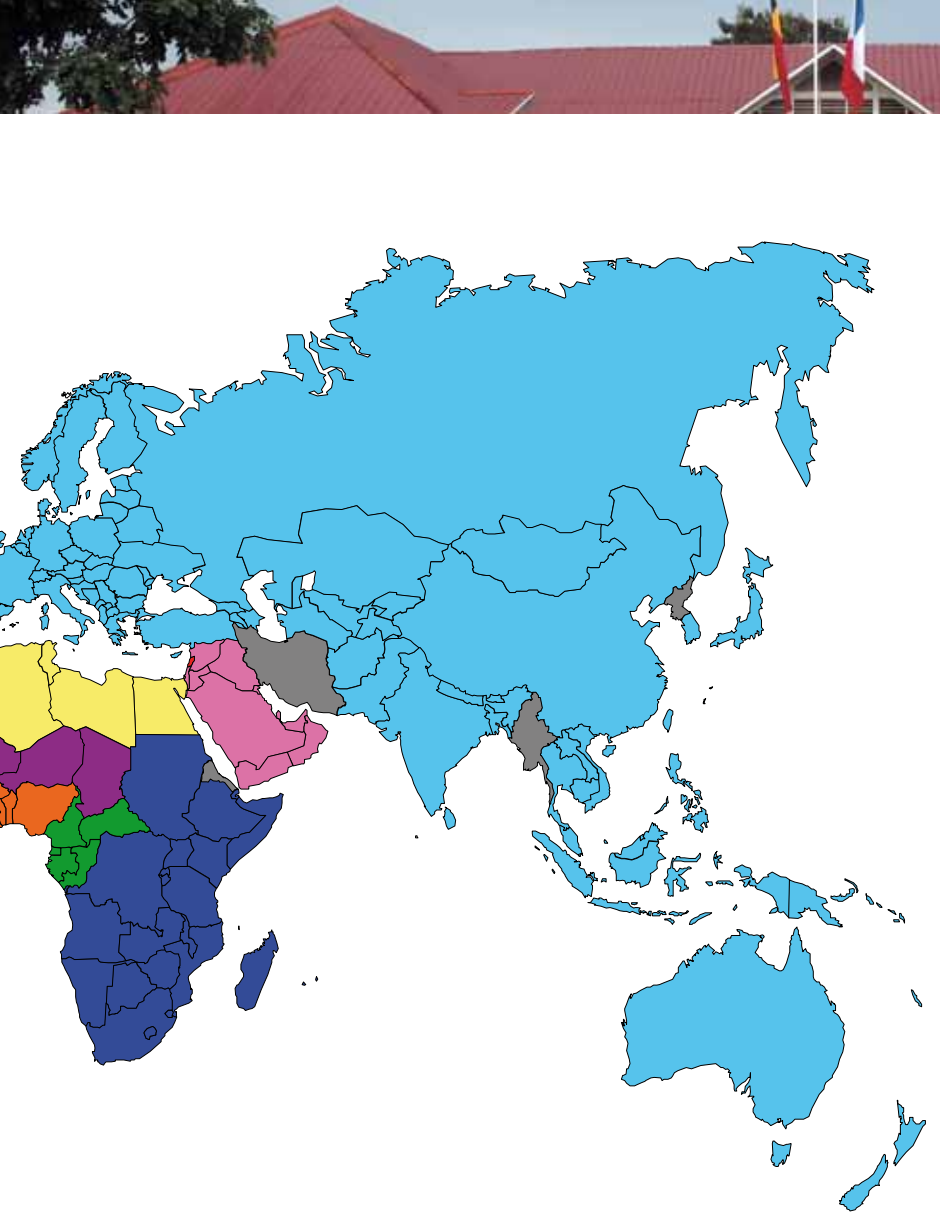
Europe, Asie centrale
François MESURE (LCL (A))
Tél 01.43.17.81.17



DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse postale : 37 quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07
Adresse géographique : 20, avenue de Ségur - 75007 Paris

Site internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense



MOYENS

Sous-directeur Moyens

Antoine LEROY (COL (T))
Tél 01.43.17.81.43



Chargé de mission auprès du directeur Bureau Juridique et Finances

Jean-Pierre EVEN (CRG (A))
Tél 01.43.17.97.80



Bureau Personnels

Guy LE FEBVRE de SAINT GERMAIN
(LCL (T))
Tél 01.43.17.97.85



Bureau Formation et Stages

Christophe PARMENTIER (LCL (T))
Tél 01.43.17.81.34



Bureau Logistique

Frédéric DEVERRE (LCL (T))
Tél 01.43.17.81.90



QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

Sous-directrice Questions Multilatérales et Sectorielles

Laurence PAÏS
Tél 01.43.17.82.91



Sécurité intérieure* / Coopération technique

Pascal AUGRAIN (CD (P))
Tél 01.43.17.68.11



Coopération technique / sécurité intérieure

Éric ABRAHAM (CDT (P))
Tél 01.43.17.68.20



Gendarmerie** / EIFORCES / CPPJ

Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))
Tél 01.43.17.65.45



Protection civile

Bruno ULLIAC (LCL (SC))
Tél 01.43.17.54.59



Soutien à la paix / EMP / Sécurité maritime

Eric de BEAUREGARD (CRC2 (M))
Tél 01.43.17.61.11



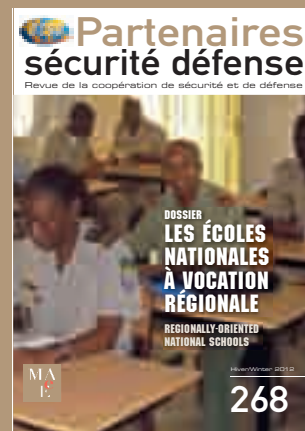
Partenariat UE-Afrique / Appui aux OR africaines

Michael LAKIN (LCL (T))
Tél 01.43.17.80.68



* Expert sécurité intérieure du directeur

** Expert gendarmerie du directeur



La revue « *Frères d'Armes* » change de nom et devient... « *Partenaires sécurité défense* »

En cohérence avec la réforme qui regroupe la coopération de défense, de police, de gendarmerie et de protection civile au sein d'une seule et même entité, la revue de liaison de la coopération de sécurité et de défense change logiquement de nom...

Avec une nouvelle maquette, un nouveau rythme de publication (trois numéros par an)... l'objectif est de prendre en compte désormais l'ensemble des actions de coopération structurelle d'ordre sécuritaire délivrées par les militaires des armées, les policiers, les gendarmes et les experts de la protection civile.

